

Commentaires de l'ouvrage du General Navarre" Le Service de renseignement 1871-1944" par L PAPELEUX

Category: 1800-1900,1900-1930,1930-1935,1935-1940,1942-1945,Affaire Enigma,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Henri Navarre,Renseignement,Services allemands,Services français,SERVICES SPECIAUX

29 octobre 2021

Le professeur Léon PAPELEUX de l'Université de Liège a publié dans une revue spécialisée belge une critique de l'ouvrage d'Henri Navarre et d'un groupe d'anciens du SR : Le Service de Renseignements, 1871-1944 .Parmi les succès obtenus par le S.R. français, un certain nombre - et des plus importants - furent dus à des sources allemandes. L'une de celles-ci que Churchill appelait « la source miracle » et dont Eisenhower a dit que son rôle avait été décisif, a été la reconstitution et l'utilisation de la machine allemande à chiffrer mécaniquement qui est connue sous le nom d'Enigma. Les plus grands cryptologues du camp adverse avaient conclu à l'herméticité des documents chiffrés par cet engin.

La paternité de la reconstruction d'Enigma est encore aujourd'hui un sujet de polémiques entre les anciens Alliés. Navarre apporte, à ce propos, le son de cloche français. Le S.R. français a obtenu d'un fonctionnaire de la Chiffrierstelle les éléments nécessaires au déchiffrement : manière d'utilisation et de déchiffrement, tableau mensuel des clés changeant quotidiennement, etc. Partant de ces données, le S.R. polonais reconstitua Enigma et ses modèles successifs. Ce qui permit aux Alliés de lire presque toute la guerre à livre ouvert dans les intentions stratégiques allemandes

La naissance de la mission PEARL HARBOUR le role decisif du Colonel Ronin

Category: Affaire Amiral Darlan,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands

29 octobre 2021

Le 8 novembre 1942 les Alliés ont débarqué à Alger et au Maroc avec les péripéties que l'on sait. A Vichy, les Colonels Rivet et Ronin, certains que l'Armée de l'Armistice ne s'opposerait pas à l'entrée des Allemands dans la zone Sud (dite « libre »), s'envolent de Marignane le 10 novembre 1942 à 4 h 30, accompagnés de quelques officiers. Ils atterrissent à Biskra trois heures plus tard.

Situation confuse. Ordres contradictoires. Grâce à la maîtrise de la Direction de la S.M. en

A.F.N. et au sang-froid de son chef, le Lieutenant-Colonel Chrétien, les deux colonels peuvent gagner Alger le 13 novembre 1942. Les nouvelles du Maroc demeurent contradictoires. L'organisation du Commandement est ambigu. Seul le Général Juin leur exprime ses inquiétudes devant la menace que représente la Wehrmacht qui débarque en force en Tunisie, tandis que les Alliés poursuivent leur débarquement et que les forces françaises d'A.F.N. sont toujours choquées par les incertitudes et l'absence de directives.

Le 14 novembre Rivet et Ronin sont reçus par le Général Giraud dont les attributions sont encore mal définies. Le Général est soucieux lui aussi de la pression allemande en Tunisie et réclame des renseignements. Avec l'aide de la D.S.M. et du Commandant Michel de l'Armée de l'Air, les deux colonels installent leur P.C. à Alger, rue Charras (ex-local de la délégation d'armistice pour l'Air). Les jours qui suivent sont consacrés à l'élaboration d'un projet de « Direction S.R.- S.M. » — Il sera approuvé le 18 novembre 1942 par Darlan.

Les contacts sont rétablis avec Tunis, Rabat et Dakar — la liaison radio avec nos réseaux clandestins métropolitains est recherchée. Le 22 novembre, réunion sous la présidence du Général Bergeret, nommé Haut-commissaire adjoint. Camarade de promotion et ami de Ronin, Bergeret qui a une vision nette de la situation intérieure et extérieure, exprime les besoins en renseignements, immédiats et à court terme. L'objectif prioritaire demeure la libération du territoire, en A.F.N. puis en métropole, la Corse devant être la première étape à franchir. Le 26 novembre, Bergeret reconvoque Ronin et insiste sur les besoins en renseignements sur la Tunisie et la France en particulier sur la Corse.

Le 26 novembre, les représentants de l'I.S. et le Colonel Eddy de l'O.S.S., se mettent d'accord avec Rivet et Ronin pour la coordination des efforts de recherches. La Corse est placée en tête des objectifs à atteindre. Ronin est chargé de la préparation de l'opération. Le 27 novembre, c'est le sabotage de la flotte à Toulon. L'I.S. délègue auprès de Rivet et Ronin, les Colonels Craxfort et Winterbotham.

Le 1er décembre 1942, la liaison avec nos réseaux métropolitains est rétablie. Le 4 décembre 1942, Ronin, Winter-Botham, Crawfort et Eddy mettent au point la constitution de la mission à lancer sur la Corse. Ronin, familiarisé dans le travail en zone occupée, décide de confier la direction du Commando à mettre sur pieds, à l'un de ses agents confirmés en métropole et replié à Alger, le Belge de Saule. Le Colonel Chrétien recherchera des volontaires d'origine Corse et connaissant bien l'île. Il est convenu que l'opération sera exclusivement française avec l'appui logistique des Alliés. Le Commandant L'herminier, évadé de Toulon avec le sous-marin " Casabianca " et volontaire pour effectuer des missions sur les côtes françaises, sera chargé de la préparation et de l'exécution du débarquement du Commando (que Ronin baptise Pearl-Harbour) sur la côte corse.

Un secret absolu sera de rigueur. Le 5 décembre 1942, Chrétien a recruté des volontaires. Eddy propose un électricien nommé Brown, spécialiste des appareils radio, pour représenter l'O.S.S. dans la préparation technique du commando. Le Commandant L'herminier prend contact avec Ronin. Le 7 décembre 1942, réunion au P.C. de la D.S.M. à El Biar, des participants à l'opération Pearl-Harbour, sous la présidence du Colonel Ronin et en présence de L'herminier. Présentation du Commando : Le Commandant de Saule, son adjoint le Lieutenant Toussaint Griffi, le radio Pierre Griffi et Preziosi. La mission est définie recherche de renseignements sur l'occupation italo-allemande en Corse, recrutement et constitution de

réseaux de résistance qui seront ultérieurement armés. Les conditions du débarquement clandestin sur les côtes corses sont précisées par L'herminier. Des conseils et des instructions de détails sont donnés pour la bonne exécution de la mission. Le 9 décembre 1942, l'équipe du Commando réunie à El Biar pour un dernier briefing est amené à bord du " Casabianca " où l'accueille L'herminier et ses seconds Belley et Chaillet. La journée du 10 décembre est passée dans le sous-marin. Ce n'est que le 11 décembre 1942 à 19 heures que le " Casabianca " se met en route vers la Corse où, le 14 décembre 1942 à une heure du matin, la mission Pearl-Harbour est déposée sur la plage de Tofiti, commune de Cargèse.

Note de la Rédaction : Ce qui précède est le résumé du journal de marche du Général Rivet ainsi que des souvenirs du Colonel Chrétien (déposés au SHAT de Vincennes dans le fonds particulier du Colonel Paillole).

Au service de TR recit du capitaine Guillaume à la recherche de la sacrée vérité

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands,Source MAD
29 octobre 2021

1945 : L'URSS récupère les archives secrètes des Français

Category: 1942-1945,Affaire Amiral Darlan,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Guy Schlessier,Général Louis Rivet,Services allemands,Services de l'Est,Services français
29 octobre 2021

Par Paul Paillole

Dans la rafale d'événements qui nous viennent de l'Est s'est trouvée l'annonce de la découverte d'un monceau d'archives en tous genres, saisies par les Allemands pendant l'occupation et récupérées pour l'essentiel par les Soviets en juillet 1945 en Tchécoslovaquie.

Dans le lot figureraient " les archives secrètes de l'ex-2ème Bureau d'avant-guerre ". C'est du moins ce qu'affirme un responsable des archives nationales soviétiques, en laissant entendre que leur restitution à la France pourrait être " négociée "...A quel prix et au profit de qui ? Beau sujet d'actualité pour les medias en quête de sensationnel.

Déjà les imaginations vagabondent ; on relance le [wagon de la Charité-sur-Loire saisi par la Wehrmacht en juin 1940](#), on croit savoir qu'une péniche (coulée ou pas coulée) sur la Seine renfermait des tonnes de documents finalement récupérés par les nazis, j'en passe...

Voici donc la VÉRITÉ en ce qui concerne les archives de " l'ex-2ème Bureau "(1). Je laisse aux autres administrations de l'État le soin d'éclairer l'HISTOIRE sur le sort qui fut réservé en juin 1940 à leurs propres archives. Je pense qu'elles éprouveront quelque embarras si j'en crois les témoignages des Chefs de l'Abwehr (et notamment du Colonel Reile) abasourdis, voire embarrassés par l'abondance et la richesse de leur moisson dans les multiples locaux abandonnés en catastrophe.

L'ODYSSEE DES ARCHIVES DU 2ème BUREAU (S.R.-S.C.R.)

La majeure partie des archives centrales de nos Services Spéciaux militaires a été transférée plusieurs jours avant la mobilisation de 1939 dans le P.C. de guerre du 5ème Bureau (nouvelle appellation du 2ème Bureau (S.R.- S.C.R.)) au Château Pereire près de la Ferté sous Jouarre. Sont restées à Paris, 2 bis, avenue de Tourville, les quelques archives indispensables aux Chefs de nos Services (Rivet, Schlessier et Perruche) pour la bonne exécution de leurs missions de commandement et de liaisons (2). Dès les premiers jours de juin, toutes ces archives sont mises en caisses et transférées le 10 juin 1940 à Montrichard (Loir-et-Cher). Elles sont immédiatement remises en service par les soins du Capitaine Garnier, chef des archives, dans un établissement secondaire réquisitionné au profit du 5ème Bureau. Le 16 juin 1940, devant la foudroyante avance de la Wehrmacht, les archives, environ 35 tonnes, sont littéralement bourrées dans cinq camions neufs que nous avons pu saisir à l'esbroufe dans un dépôt voisin du train des équipages à l'abandon. Alors, commence pour ces camions surchargés, placés je ne sais trop pourquoi sous ma responsabilité, un invraisemblable périple. Le sauve-qui-peut "

est général.

Une panique indescriptible s'est emparée de tout un peuple. La hiérarchie militaire, effondrée, se disperse aux quatre vents. On cherche en vain des ordres, des responsables, des chefs. Le 18 juin nous faisons escale au camp de la Courtine (près d'Ussel). Je n'ai pas entendu le Général de Gaulle : seul compte le sauvetage de mon convoi. Le 19 juin, je l'expédie plus au sud au Château de Brax, près de Toulouse où il arrive le 20 juin en compagnie d'une partie du personnel de notre Service Central (3) sous les ordres du Colonel Malraison, l'adjoint du Colonel Rivet.

Sur mes instructions, le Capitaine Garnier procède à la destruction par le feu de dossiers généraux d'un intérêt secondaire. Quatre à cinq tonnes d'archives partent ainsi en fumée tandis qu'à Bon Encontre, près d'Agen, Rivet, d'Ales, Navarre et moi-même mettons au point les modalités de la poursuite de notre lutte contre l'envahisseur.

Plusieurs tentatives de Rivet sont vaines pour trouver un marin responsable, capable de décider du transfert de nos archives en A.F.N. Il faut pourtant, coûte que coûte, qu'elles échappent à l'ennemi.

Grâce à l'un de nos officiers de réserve, les patrons de la Société de Fromages de Roquefort nous offrent l'hospitalité de leurs caves.

Le 30 juin 1940, Garnier et quelques archivistes conduisent nos trésors allégés dans cette cache où ils vont rester jusqu'en septembre.

Entre-temps, j'ai installé le P.C. de notre organisation clandestine de C.E. (T.R.) à Marseille, Villa Éole, boulevard de la Plage.

Rivet et d'Ales, à Royat, ont enfin mis sur pied le Service des Menées antinationales (B.M.A.) qui dans sa lutte contre l'occupant doit pouvoir disposer de nos archives. Elles seront camouflées Villa Éole.

A peine installées, éclatent les 22,23 et 24 octobre 1940 les nouvelles stupéfiantes des rencontres de Hitler avec Laval, Franco et Pétain ainsi que de la " politique de collaboration ".

Les conséquences en seront graves. Le conflit peut à tout moment prendre une nouvelle tournure, s'étendre. Une menace sur la zone sud n'est pas exclue. De nouveau il faut assurer la sauvegarde de nos archives. Le transport en A.F.N. où elles pourront être exploitées s'impose.

Le 26 octobre 1940, je rencontre à Toulon le Chef du 2ème Bureau de la Région Maritime, le Capitaine de Corvette Nomura. Je lui fais part de nos préoccupations et de notre désir. Compréhensif, il m'invite à transférer immédiatement nos 30 tonnes à Toulon. Il les mettra en sûreté dans l'attente de l'autorisation de l'E.M. de la Marine pour les embarquer dans un bâtiment de guerre à destination d'Alger.

Le 28 octobre, je suis à Vichy. Notre patron, le Colonel Rivet se charge de la démarche auprès des marins.

Refus de l'Amiral Darlan.

Entre-temps, les archives ont été discrètement entreposées à Toulon dans deux cellules de la prison maritime. Elles vont y rester près de trois mois, contraignant nos Services à se priver de cette documentation. Cette situation ne peut se prolonger. Au surplus, Nomura a le besoin urgent de récupérer ses locaux.

En janvier 1941, pour la nième fois, nos 30 tonnes sont rechargées sur camions et retournent à Marseille au P.C. Cambronne.

Je suis furieux, angoissé.

DU REFUS DE DARLAN AU DRAME DE LEDENON

En accord avec Rivet, je décide de procéder à trois mesures d'allègement et de sauvegarde. Elles vont s'échelonner de janvier 1941 à octobre 1942.

1° Destruction par le feu d'environ dix tonnes de dossiers généraux et particuliers sans grande valeur historique.

2° Sélection des dossiers et fiches spéciales présentant un caractère d'actualité susceptibles d'être dangereusement exploités par l'ennemi en cas de saisie.

Cette documentation précieuse sera enfouie dans la propriété (4) d'un H.C. de mes Services, le Professeur Maurice Recordier. Elle sera récupérée à la Libération et versée dans les archives de la D.G.S.S. à la disposition des liquidateurs Nationaux de nos réseaux clandestins.

3° Les quelques 20 tonnes d'archives et fiches restantes seront, à tout instant, prêtes à être évacuées sur l'A.F.N. si une opportunité de transfert s'offre à nous ou camouflées, voire enterrées dans la propriété rurale d'une autre H.C. de mes Services, le Colonel d'aviation Favre de Thierrens, à Lèdenon près de Nîmes. En mars 1941, cette ultime solution est prête. Un logement y est prévu pour notre Chef archiviste le Capitaine Garnier et pour son adjoint le gendarme Saint-Jean.

En septembre 1942, se concrétise la préparation de l'Opération Torch (débarquement allié en A.F.N.). Elle aura des répercussions en France. Une fois de plus la menace pèse sur les archives.

Le 5 octobre 1942, je provoque une nouvelle démarche de Rivet auprès de Darlan. Elle a lieu le 6 à 17 heures.

" Pourquoi courir le risque de livrer aux Anglais ce que vous cachez aux Allemands "... Le refus de l'Amiral est sans appel ! Lourde est sa responsabilité.

Le 7 octobre 1942, je donne l'ordre à Marseille de remettre en caisses (il y en a plus de 200) dossiers et fichiers et de les évacuer soit sur Eyguières, soit sur Lèdenon.

Le 15 octobre 1942, tout est terminé.

Le 11 novembre 1942 la Wehrmacht envahit la zone Sud. Un détachement s'installe à Lèdenon.

Inquiet, Garnier demande au Maire du village dont les sentiments patriotiques paraissent sûrs,

d'éviter l'occupation de la maison de Favre de Thierrens. Il prétexte le dépôt d'archives d'un ministère parisien dont il a la garde.

Imprudence, bavardage ?

Quoiqu'il en soit Garnier et Saint-Jean enfouissent toutes les caisses dans les jardins de la propriété.

Au début de 1943, Saint-Jean est rappelé par son Arme dans une brigade de Gendarmerie.

Le 15 juin 1943 en rentrant d'une tournée, il rencontre à Beaucaire l'Adjudant-chef D..., l'un de ses camarades du S.R. au 2 bis. Il le sait associé aux recherches clandestines de nos réseaux. Le contact est chaleureux. D... demande des nouvelles des uns et des autres et en particulier de Garnier. Sans méfiance, Saint-Jean donne l'adresse de Lèdenon.

Le 16 juin 1943, il est arrêté en gare de Nîmes.

Atterré, il reconnaît son ami au milieu des policiers allemands.

Arrêté depuis trois mois, D... avait accepté - à quel prix ? de travailler pour l'ennemi.

Le 20 juin 1943 à 6 heures, un commando du S.D. dirigé par le Chef de la Gestapo de Vichy, Geisler, envahit la propriété de Favre de Thierrens, passe les menottes à Garnier, fouille de fond en comble l'immeuble, les caves, retourne les sols.

A 17 heures l'opération est terminée.

Les caisses d'archives sont embarquées dans quatre camions et le convoi encadré par les policiers nazis retourne à Vichy où Garnier est enfermé dans une cave du local de la Gestapo.

Un mois plus tard, sous bonne escorte, l'ensemble est transféré dans une résidence confortable, voisine du camp d'instruction S.S. de Herdischko dans les Sudètes à quelques trente kilomètres au nord de Prague.

Garnier y est bien traité. Dans le courant du mois d'août 1943, il sera invité par du personnel de l'Abwehr parlant correctement le français à assister à l'ouverture et à l'inventaire des caisses. Ce travail durera cinq à six semaines sans que les Allemands paraissent trouver dans ces archives matière à exploitation.

A plusieurs reprises des officiers de la Wehrmacht interrogeront notre chef archiviste sur la signification de fiches et la constitution de certains dossiers. Ils s'étonneront de l'absence de documents postérieurs à 1939 et du piteux état de l'ensemble.

Finalement, les caisses refermées sommairement restèrent enfermées dans plusieurs pièces ; Garnier, demeurant sur place sous la garde de S.S.

A quelques kilomètres de là, le Gendarme Saint-Jean, déporté sans ménagement, connaissait dans le camp d'extermination de Kradischko l'existence humiliante de détenus rongés par la vermine et voués pour la plupart à la mort d'épuisement ou sous les coups de Kapos de droit commun et de jeunes S.S. sadiques.

La délivrance allait intervenir avec la déroute de la Wehrmacht et la dispersion subite des S.S., Saint-Jean réconforté par les Tchèques rentrait en France en juin 1945.

Garnier libéré par l'Armée Soviétique, voyait avec tristesse celle-ci mettre la main sur nos archives.

Dès juillet 1945 commençaient les démarches auprès des autorités moscovites pour récupérer notre bien.

De Prague, où il était Ambassadeur de France, Maurice Dejean, notre ancien collaborateur, avait tout tenté pour éviter le transfert à Moscou. Plus tard, dans la capitale soviétique où il exerçait à partir de 1955 ces hautes fonctions diplomatiques, Dejean renouvelait en vain démarches sur démarches.

Un silence épais succéda aux réponses courtoises feignant toujours l'ignorance.

Quarante-cinq ans après, ce silence est rompu.

Le 21 novembre 1991, j'ai souligné au Ministre de la Défense l'importance qui s'attache pour la France à la récupération de ces archives historiques.

Le 2 décembre 1991, sa réponse permet de penser que des démarches sont entreprises pour leur rapatriement.

Affaire à suivre !

N.B. - Sans que cette énumération soit exhaustive, les archives d'avant-guerre du 2ème Bureau (S.R.-S.C.R.) à récupérer à Moscou devaient être constituées par :

- un fichier d'environ 15 à 20 000 noms de personnes ayant intéressé à des titres divers la Défense Nationale ou la Sécurité de la France..
- des dossiers individuels relatifs à certaines de ces personnes - notamment celles ayant fait l'objet d'une attention particulière en raison de leurs activités d'espionnage, de sabotage ou de propagande avant 1940.
- des dossiers généraux traitant des questions de sûreté intérieure ou extérieure de l'État, ainsi que des questions diverses, telles que études de Services Spéciaux étrangers.
- des documents divers (publications françaises et étrangères) relatifs aux activités du 2ème Bureau (S.R.-S.C.R.) et des Services Spéciaux.

(1) J'ai exposé leur sort dans " Services Spéciaux (1935-1945) ", Éditions R Laffont.

(2) Adjoint de Schlessner, je suis moi-même à Paris.

(3) Dont l'Adjudant-chef Taillandier, futur chef de l'héroïque Groupe Morhange. Le château de Brax a été réquisitionné par nos services dès le 16 juin 1940.

Hommage au Général Jean Pichot-Duclos (2011)

Category: Extraits de bulletin, Général Pichot-Duclos, Hommages et discours, Renseignement
29 octobre 2021



Jean Pichot-Duclos

Le général Pichot-Duclos est décédé mardi 8 mars 2011, après-midi. Saint-Cyrien de la promotion 1956-1958 GENERAL LAPERRINE, le général Jean Pichot-Duclos a servi en Algérie au 1er REP avant d'accomplir l'essentiel de sa carrière en corps de troupe dans les bataillons alpins. A l'issue de son temps de capitaine, il suit les cours des langues orientales et de relations internationales de "Sciences Po", se préparant ainsi au rôle essentiel qu'il jouera plus tard dans le renseignement français et plus particulièrement dans l'Intelligence économique. Il commande ensuite le 27^e BCA. En pleine Guerre froide, il effectue trois séjours en Europe de l'Est, deux à Prague et un à Varsovie comme attaché militaire. Nommé général, il commande pendant 4 ans, à Strasbourg, l'Ecole Interarmées du Renseignement et des Etudes Linguistiques (EIREL). Quittant le service actif en 1992, il entre à DCI - Défense Conseil International - où il crée une cellule d'intelligence économique, qui a participé activement aux travaux de la Commission Martre. En 1997, il a fondé avec Christian Harbulot l'Ecole de Guerre Economique, l'EGE. Il avait rejoint l'AASSDN dès 1992 et avait été élu au conseil d'administration. Durant plusieurs années, il avait assuré la charge de Délégué régional.



L'homme sans qui rien ne se serait passé Mercredi, 09 Mars 2011 11:43

Hommage de Christian Harbulot

Le général Jean Pichot Duclos, qui nous a quittés cette semaine, a été l'un des pionniers de l'Intelligence Economique en France. Christian Harbulot, avec qui il a fondé l'Ecole de Guerre Economique, témoigne.

"Le général Jean Pichot Duclos nous a quittés. L'intelligence économique lui doit beaucoup. Et je ne pouvais pas le laisser partir sans rappeler le rôle fondamental qu'il a joué dans le lancement de cette démarche en France.

Tout commence au début des années 90. Le général Pichot Duclos termine son temps de commandement à la tête de l'Ecole Interarmées du Renseignement et des Etudes Linguistiques. Il rédige un article dans la Revue de la Défense Nationale sur la culture du renseignement. Philippe Baumard nous met en relation.

C'est de cette rencontre que va naître le processus qui aboutit au rapport Martre. A l'époque, Baumard et moi-même tentions depuis plusieurs mois de faire aboutir la constitution d'un groupe de travail au Commissariat Général au Plan. Sans succès.

Jean Pichot Duclos fait valider mon recrutement par le général Mermet, alors PDG de Stratco, une filiale du groupe COGEPAG (devenu depuis Défense Conseil International). Il existe alors une fenêtre de tir : le contrôleur général des armées Joann qui préside alors la destinée de ce groupe parapublic a une vision stratégique. Il décide d'appuyer le lancement d'une dynamique sur la question des sources ouvertes afin de renforcer la compétitivité de nos entreprises. Il accepte aussi de nous soutenir auprès du Commissariat Général au Plan.

Dans le même temps, fort de ce soutien, je propose à Jean-Louis Levet nommé au Plan, et dont j'avais fait la connaissance quand il était chargé de mission auprès d'Edith Cresson, de constituer un groupe de travail sur la question. Levet accepte. Il convainc Henri Martre de le présider. La démarche d'intelligence économique est lancée. Si le général Jean Pichot Duclos n'avait pas été là, cet enchaînement de circonstances favorables n'aurait pas eu lieu. Mais le général Pichot Duclos est allé plus loin. Son implication dans la création du département Intelco et plus tard dans le lancement de l'Ecole de Guerre Economique ont constitué un point d'appui essentiel à la longue marche de l'intelligence économique en France.

Le général Pichot Duclos était un homme hors du commun. Contrairement à beaucoup d'autres, il a su dépasser les clivages de toute nature pour bousculer les idées reçues dans le domaine du renseignement militaire lorsqu'il portait un uniforme puis dans le monde civil quand il s'est impliqué dans le lancement de l'intelligence économique en France.

Il ne cherchait pas la reconnaissance, il servait son pays. A ce titre, il est un exemple. Sans lui, je n'aurais pas pu poursuivre le combat que j'avais commencé au cours des années 80 pour saper les bases de ce ghetto idéologique du « village planétaire » dans lequel notre système de pensée officiel était en train de nous enfermer.

A la sortie de la guerre froide, le général Pichot Duclos avait compris, comme certains de ses pairs qu'il a côtoyés dans les coulisses de cette aventure (je pense en particulier au général Alain de Marolles et à l'Amiral Labouerie), qu'il était urgent de relancer le débat sur la stratégie de puissance de la France dans un monde qui allait devenir de nouveau chaotique.

C'est cette vision qu'il nous laisse aujourd'hui comme héritage avec l'impérieuse nécessité de donner au renseignement et à l'intelligence économique le rôle déterminant qu'ils doivent jouer lors d'un tel changement de cap.

Le portail de l'IE rend hommage à ce patriote, pionnier trop méconnu, que fut le général Pichot Duclos tout au long de sa vie. Nos pensées vont à sa famille, son épouse, ses enfants dont François (diplômé de l'EGE), qui a suivi les traces de son père comme officier de l'Armée française."

“Notre espion chez Hitler” : Commentaires apres la parution du livre

Category: Affaire Hans Thilo Schmidt, Colonel Paul Paillole, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Guy Schlessier, Général Louis Rivet, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

QUELQUES COMMENTAIRES ET EXTRAITS DE PRESSE .

COMMENTAIRES

De Charles Hernu, Ministre de la Défense (le 11 sept. 1985)

... « C'est un livre bien émouvant (d'autant plus que l'actualité s'y prête). Je dois dire que je l'ai lu en une seule nuit tellement il est passionnant »...

De Henri Amouroux de l'Institut (12 sept. 1985)

... « Votre livre est passionnant. Il m'a mené jusqu'à 3 heures du matin, ce qui est d'un bon compagnon. On reste stupéfait devant l'inertie des autorités françaises militaires et gouvernementales »...

De quelques « anciens du 2 bis »

... « Je m'associe pleinement aux observations que vous faites sur l'inutilisation par le haut-Commandement des informations et des avertissements que lui fournissait le S.R. J'ai fait la même observation tout au long de ma carrière y compris au S.D.E.C.E. et dans les deux États-majors alliés auxquels j'ai appartenu. La chose la plus difficile dans l'art du renseignement est de convaincre l'échelon supérieur de la certitude de ce qu'on lui transmet... » (Colonel B. GALLIZIA).

... « Page après page j'ai eu le plaisir et l'émotion de voir revivre le Chef et les camarades – hélas aujourd'hui tous disparus – de notre 2 bis : Rivet, Perruche, Schlessler, Navarre, Bertrand et plus particulièrement ce dernier devenu pour moi un grand ami (...)

Il reste que vos pages constituent un excellent témoignage de l'efficacité de nos Services Spéciaux actuellement si décriés. Il est malheureusement vrai que depuis la Libération l'accroissement constant de la quantité a eu sans doute comme corollaire l'affaiblissement de la qualité, et aussi, sans doute surtout, les patrons n'ont plus été des professionnels formés dans et par le métier (...) quand on confie la direction d'un orchestre à un bonhomme qui ne connaît pas la musique, il faut s'attendre à des fausses notes »... (Colonel P.H. ARNAUD).

... « Émouvant de revoir tous ces noms si cordialement familiers et porteurs de souvenirs (...) Poignant de revivre ces temps qui, vous le montrez bien, nous laissent un goût amer. D'autant que ce ne sont pas les temps actuels et leurs désolantes affaires qui apportent consolation (...)

Merci, et même si vous le permettez, merci pour le 2 bis ! (Colonel R. TRUTAT)

Du Général Pierre RENAULT (Professeur à l'École de Guerre)

... « Je vous avais promis de vous adresser des remarques sur quelques pages (1) de votre remarquable ouvrage. Dans ces pages se révèle une confusion entre le 39^{em} Corps blindé de SCHMIDT et le 15^{em} Corps de Hoth. (...) Cela n'affecte en rien l'ensemble passionnant de votre livre »...

Échos de l'étranger :

... « J'ai lu cette histoire avec grand intérêt et admiration. La contribution française à la reconstruction et au décryptement de l'E.N.I.G.M.A. nous a été indispensable »... (Colonel T. LISICKI, ancien collaborateur du Colonel LANGER au bureau du Chiffre polonais).

... « J'ai lu votre livre avec beaucoup d'intérêt et d'admiration pour vos recherches. Je compte faire usage de vos résultats et attirer l'attention sur leur importance dans mon prochain ouvrage à paraître en 1986 sur L'Histoire du Renseignement en Grande-Bretagne (Professeur Sir Harry HINSLEY, Maître de conférences à Cambridge.)

... « Je vous félicite d'avoir écrit une oeuvre de première importance pour l'histoire de l'espionnage, de la cryptographie et de la 2^{em} guerre mondiale. Vous avez apporté beaucoup de faits inconnus ainsi que des documents inédits et votre travail aidera énormément les historiens »... (David KAHN, NEW YORK, U.S.A., spécialiste de renommée mondiale en cryptologie et histoire.)

... « Je viens de recevoir votre livre et m'empresse de vous en féliciter. Cela est, vous permettez de le dire, un récit à la fois lucide, important et bizarre (sic). Je trouve stupéfiant que l'Abwehr ait découvert la trahison de SCHMIDT dès mars 1943 et que néanmoins nous avons continué à lire les codes E.N.I.G.M.A. jusqu'à la fin de la guerre. Il reste toujours des mystères... » (Peter CALVOCORESSI, spécialiste de la machine E.N.I.G.M.A. à BLETCHLEY-PARK.)

... « Je suis persuadé que vous réussirez pleinement à intéresser le public à ce grand sujet dont vous faites fort bien ressortir l'importance... » Professeur J. STENGERS, spécialiste d'Histoire contemporaine à l'Université Libre de Bruxelles.)

EXTRAITS DE PRESSE

... « Il a fallu 40 ans pour qu'un as des services secrets français nous fasse cette stupéfiante révélation : dès 1931 nous avions notre espion chez Hitler ! Dans quarante ans on nous dévoilera peut-être l'étendue des dégâts récemment causés en R.F.A. et aux États-unis par des espions à la solde des Soviétiques.

Aujourd'hui le Colonel PAILLOLE révèle qu'en 1939 la France possédait un espion au sein même de l'État-major allemand. Mais on ne l'a pas écouté »... Le Figaro Magazine, 14 septembre 1985.)

La contribution des Services Speciaux a certaines heures cruciales da la 2eme

Guerre mondiale

Category: 1940-1944 : Résistances en France, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Colonel Paul Paillole, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Renseignement, Services allemands, Services français

29 octobre 2021

Par le Colonel Paul Paillole en 1988 :

On peut considérer trois phases — juillet 1940 à décembre 1940 : notre action dans cette phase la plus critique du conflit; — décembre 1940 à fin 1943 : c'est le développement de nos moyens de défense; — fin 1943 à août 1944 : c'est la préparation de la libération du territoire.

La première phase est de loin la plus dramatique et la plus incertaine sur l'issue de la guerre. La Grande-Bretagne supporte seule, tout le poids de la guerre. Deux terribles menaces pèsent sur elle : — l'une immédiate, le débarquement de la Wehrmacht en Angleterre; — l'autre à court terme, l'asphyxie de l'Empire par la saisie de ses voies de communication, l'occupation de Gibraltar et de Suez.

A cet instant décisif nos Services Spéciaux sont les seuls en mesure d'aider l'I.S. dans la recherche et la connaissance des projets de l'ennemi. Depuis des années nous l'observons, nous le connaissons. Nos techniciens sont rompus dans l'art de s'introduire chez lui. Juillet 1940 : nous venons de ressaisir nos moyens de recherche dispersés par la débâcle de juin. Nos liaisons avec l'I.S. sont rétablies.

Depuis 1937 nos services installés à Toulouse et Bayonne couvrent les Pyrénées et l'Espagne. Desjardins et Germain pour le S.R., d'Hoffelize pour le C.E. Lorsque l'Abwehr s'installe à Bordeaux il est déjà pénétré.

Son chef Rumpe est une vieille connaissance. Ses principaux informateurs sont nos agents. Rigaud, ici présent, peut en témoigner. Le Grand Patron de Rumpe, l'Amiral Canaris, est lui aussi sous notre surveillance constante. Or c'est lui qui est chargé à partir de juillet 1940 de négocier avec l'Espagne l'attaque de Gibraltar. C'est un vieil ami de Franco.

C'est si vrai qu'après l'exécution de Canaris en 1945, le Caudillo versera une pension à sa veuve. C'est un jeu de suivre ses déplacements et d'informer Londres. L'ordre de bataille de la 7° Armée allemande stationnée dans le Sud-ouest est tenu à jour et nous observons au Valdañon l'entraînement du Corps prévu pour attaquer Gibraltar.

Le 17 septembre 1940, la Luftwaffe vaincue par la R.A.F., Hitler renonce au débarquement en Angleterre. Il se tourne résolument vers Gibraltar. De nouveau, Canaris file à Madrid, prépare une entrevue du Führer et de Franco. Elle a lieu à Hendaye le 23 octobre, la veille de l'entrevue de Montoire avec Pétain.

Franco réclame des garanties de ravitaillement et des promesses de territoires en A.F.N. Hitler est réticent. On se quitte amis sans engagements réciproques. Pourtant le Führer entend poursuivre son plan. Le 12 novembre 1940, il fixe au 15 décembre 1940 l'assaut de Gibraltar. Canaris revient à Madrid via Bordeaux où nous le prenons en chasse. Franco demeure réticent.

Hitler veut passer outre mais le chef de l'Abwehr l'en dissuade. Le 10 décembre 1940 il renonce à l'aventure espagnole. C'est le deuxième tournant du conflit. Nous pouvons l'annoncer aux Anglais pour leur plus grand soulagement, en même temps que le reflux vers l'Est des meilleures unités de la Wehrmacht.

Me voici au deuxième aspect de nos missions. Elles seront essentiellement défensives. A côté de l'Abwehr et pour le supplanter, nous voyons s'installer à Bordeaux, à la tête de la Section IV du S.I.P.O./S.D. (Gestapo) le S.S. Dohse, l'homologue de Barbie.

Il s'agit pour l'Allemand de juguler toute velléité de résistances, de surveiller la frontière franco-espagnole, la côte Atlantique, et d'implanter en France et en A.F.N. des réseaux de propagande et de renseignements.

Lutte implacable qui voit nos postes décimés. Lullé déporté, Germain le remplace. Proton, puis de Bonneval sont à leurs tours arrêtés. Guiraud et Dulac les remplacent. Fin 1942, l'un des nôtres, Taillandier, avec l'aide d'André Fontes, met sur pied le Groupe Morhange qui va s'illustrer dans la répression impitoyable de la trahison. Fin 1943, 184 agents de l'Axe ont été arrêtés ou neutralisés, 42 ont été exécutés, la plupart en A.F.N. où l'ennemi n'a pas réussi à pénétrer.

Autre aspect de cette lutte : notre participation au travail clandestin de l'Armée. C'est l'un des nôtres qui est dans le Sud-ouest la cheville ouvrière du C.D.M. et de la mobilisation secrète. J'ai nommé André Pommiés, le Bordelais. A partir de 1942 (novembre), c'est-à-dire de l'occupation totale de la France, ses initiatives et ses réalisations seront au sommet des exploits de la Résistance.

Sa maîtrise de l'action secrète fait merveille. Avec l'aide de cadres de l'Armée, il implante dans le Sud-ouest une organisation de guérilla et de sabotage dont l'effectif, en juin 1944, dépassera 6.000 hommes dont l'action rejoindra souvent la nôtre. C'est de cet ensemble bien structuré que naîtra le Corps franc Pommiés. En septembre 1944, il rejoindra à Autun la 1^{er} Armée Française. « Parmi les F.F.I. — écrira le Général de Lattre, il représente l'élément le plus homogène, il est l'exception. » Devenu le 49^e R.I. il se battra admirablement dans les Vosges, en Alsace et jusqu'au cœur de la Bavière.

1944 — La 3^e phase de notre action revêt un caractère plus offensif. Les opérations de libération sont proches. Il faut intensifier nos recherches aussi bien sur la Wehrmacht que sur les Services Spéciaux ennemis et leurs auxiliaires.

C'est l'envoi de nouvelles missions par parachutage « pick-up », par l'Espagne. C'est le renforcement de nos liaisons avec les réseaux locaux : « Gallia », « O.C.M. », « Combat » et bien sûr l'« O.R.A. » et le « C.F.P. »

Deux exemples illustrent ces efforts En juillet 1943, notre camarade Jean Bézy est envoyé par Giraud à Madrid. Il doit y remplacer le Colonel Malaise, développer nos recherches dans le Sud-ouest et participer avec Mgr Boyer Mas à la récupération des évadés de France.

Déjà le réseau dit des « Rois Catholiques » avec Odette de Blignières, apporte régulièrement

d'excellentes informations. Bézy va amplifier ses moyens avec des volontaires extraits des prisons espagnoles. Ainsi fin juillet 1943, il recrutera un personnage d'une trempe exceptionnelle. Au mépris des dangers et des fatigues, il passera, repassera, passera encore les Pyrénées pour accomplir les missions les plus risquées et les plus payantes; il s'agit de Gaston Vincent.

Il faudrait un livre pour conter ses exploits. Le plus fameux est le rétablissement en un temps record de nos liaisons avec l'un de nos plus importants réseaux celui du Commandant Fournet. Depuis 1941, Fournet dirige le Comité d'Organisation des Transports Routiers. Plus de 60.000 camionneurs circulent pour lui dans toute la France; travaillent pour l'Organisation T.O.D.T. et le ravitaillement de la Wehrmacht. C'est une mine de renseignements de la plus haute valeur.

Parti le 14 août 1943 de Madrid, Vincent est 48 heures après chez Fournet à Paris. Une semaine plus tard, mission accomplie, il est de retour chez Bézy, porteur de l'énorme courrier en souffrance. Au passage à Bordeaux il a établi un relais chez l'adjoint de Fournet. Désormais, chaque mois, les courriers se succèdent, abondants et précis. « Fournet, Vincent... hommes d'épopée que l'on se félicite d'avoir eu la chance de connaître »... écrira Bézy dans son beau livre « Le S.R. Air ».

Je pourrais en écrire autant de Elly Rous Serra. Esprit curieux, d'une étonnante jeunesse, déjà formé au combat clandestin, il était le chef idéal pour une mission de contre-espionnage dans la région du Sud-ouest qui lui était familière et dont beaucoup de chefs de réseaux sont des amis. Venu en sous-marin par Barcelone, il était à pied d'œuvre dès les premiers jours de janvier 1944.

En quelques jours, son réseau « Baden Savoie » s'implante dans le triangle dont le sommet est Bordeaux et la base les Pyrénées, d'Hendaye à Andorre. En mars 1944 son rendement s'affirme. Les liaisons radio sont à ce point assurées avec Alger qu'il en fait bénéficier d'autres réseaux, notamment les Prisonniers de guerre. Il en est de même de ses filières pyrénéennes et de ses terrains de parachutage.

Le 26 août 1944, lorsque Bordeaux est libéré, il peut s'enorgueillir d'un bilan exceptionnel 1.330 suspects identifiés, 459 arrestations, 60 kg de documents saisis, 500 dossiers capturés à la Kommandantur, 529 de Bordeaux, 573 messages radio expédiés ou reçus. Tout cela avec un effectif de 175 agents. Tel était l'homme dont le rayonnement et le souvenir nous rassemblent ici.

De ce survol de nos activités, que retenir d'essentiel ? Bien sûr que la recherche du renseignement en profondeur ne s'improvise pas. C'est un principe primordial de technique. Mais je crois que l'Histoire devra mettre en évidence la contribution capitale des Services Spéciaux français à certaines heures cruciales du Deuxième conflit mondial. C'est notre devoir et notre rôle d'imposer cette vérité.

Ce n'est pas tout : lorsqu'en mai 1944 est venu en discussion avec nos alliés le partage des responsabilités dans les territoires français libérés, notre fierté demeure d'avoir contribué, par notre présence permanente dans la bataille du renseignement et l'efficacité de notre organisation de Sécurité, au retour de la pleine souveraineté de la France.

Histoire du poste SR Marseille et de Nice

(2)

Category: Affaire Dreyfus, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

Nous poursuivons la publication du récit historique de notre prestigieux camarade, le Colonel GIALIZIA, dont le début a paru dans le B.L. 132. Au printemps de 1941, le Commandant MANARANCHE, chef du Poste S.R « P.5 » (Marseille) a envoyé le Capitaine GALLIZIA à Nice pour y reconstituer une antenne. Dès son arrivée sur les lieux le Capitaine s'emploie à développer un réseau.

L'ENTRÉE EN JEU DE LISA

Des industriels français obtinrent l'autorisation de voyager en Italie. Ils nous rapportèrent des renseignements économiques, des impressions personnelles et des confidences qui ne manquaient pas d'intérêt. C'est ici que Lisa entre en scène. Dépitée de ne plus être utilisée, elle avait décidé de se faire agent indépendant, s'était débarrassée de son restaurant et engagée comme domestique chez un officier supérieur italien de la garnison de MENTON, après toutefois m'en avoir demandé la permission par l'intermédiaire de CAMBOURS. Je lui fis répondre qu'elle était libre de tout lien avec nous, mais que je la couvrirais en cas de difficulté avec les autorités françaises. CAMBOURS la rencontrait de temps en temps, l'écoutait, ne disait rien. Réduite ainsi à ses propres ressources, elle se révéla incapable de fournir le moindre renseignement qui eût une valeur quelconque. Un jour même, elle nous en passa un d'une telle absurdité que je voulus la voir pour m'assurer de sa bonne foi. Maintenant, nous savions que le fichier du S.R. n'était pas tombé dans les mains des Allemands. Je résolus de la mettre à l'épreuve. Ni intelligente, ni jolie, ni instruite, elle avait l'air d'une fine mouche. Je lui proposai une place de femme de chambre à l'hôtel Miramar, boulevard Carnot, où logeaient les officiers italiens de la Commission d'Armistice et dont je pouvais toucher le directeur. Elle accepta sans hésiter. Mais je n'en tirai guère que la chronique des aventures galantes de ces messieurs. Je fis convoquer, afin de tenter de la recruter, une de leurs petites amies par un commissaire de la Surveillance du Territoire qui la jugea inepte. Lisa ramassa dans les corbeilles des bouts de papier insignifiants, suivit la délégation à l'hôtel Hermitage sans plus de succès et, lasse de ma déconvenue, s'éclipsa discrètement. Été 1941. Les Lieutenants CIMA et MALET, affectés à P. 5 à MARSEILLE, sont, le premier, adjoint au Capitaine MARTIN, le second, préposé au M.G. 26 janvier 1942. J'ai le plaisir de revoir à Nice le Capitaine PAILLOLE, mon camarade des équipes d'escrime de Saint-Cyr. Chef de notre service de C.E., installé à MARSEILLE, il a obtenu la libération d'une dizaine de Français condamnés en Italie pour espionnage et confie à ma sollicitude ceux qui habitent le département : POLACCI, FOULD, SALMON. Deux mois après, ce sera le tour de GAGGERO, GASIGLIA et VALORI. Il y avait bien six mois que j'étais sans nouvelles de Lisa quand elle émergea pour m'annoncer négligemment qu'elle travaillait comme femme de ménage dans les bureaux de la Délégation italienne pour l'Assistance et le Rapatriement, à l'hôtel Continental, place Mozart. Je n'ignorais

pas que là siégeait le fameux « *dottore BARRANCO* ». Nous le connaissions bien, commissaire de police, il assumait avant la guerre la responsabilité de la sécurité au consulat général de NICE, couverture qui dissimulait son appartenance à l'O.V.R.A (1). et au CS (2) Cela changeait tout. Les corbeilles de BARRANCO devaient contenir autre chose que des lettres féminines. Dès lors, j'en aurai la preuve constante, dix-huit mois durant. Chaque soir, Lisa emportait, dans une poche cachée sous sa robe, une incroyable quantité de morceaux de papier. J'allais les chercher le dimanche chez elle, quelque fois en semaine dans un café de la place Mozart, et nous passions avec CAMBOURS des jours et des nuits à les recoller. Le puzzle est un bon exercice de S.R. Depuis ma jeunesse, l'affaire Dreyfus me passionnait. Je croyais la revivre. Moi aussi, j'avais une Mme BASTIAN. La plupart des informations qui sortaient de la poche de Lisa intéressaient le contre-espionnage. Elles étaient transmises au T.R. 115, le poste C.E. de MARSEILLE. Si elles révélaient une menace sur des personnes que je connaissais, je les prévenais aussitôt. Ce fut le cas en mai pour le Général CARTIER, ancien Commandant de la 27e Division d'Infanterie Alpine, que MANARANCHE et moi, nous avons eu pour chef et admirions également. MANA m'envoya à ANNECY dont le général était maire, et celui-ci se détermina à se réfugier en Suisse (3). Je ne sus pas, au contraire, comment toucher mon camarade de promotion Henri FRENAY, fondateur du mouvement COMBAT, dont un agent de BARRANCO signalait le passage sur la Côte, et PAILLOLE s'en chargera. Juillet 1942. Arrivée à P.5 du Lieutenant BONNARD. Polytechnicien, artilleur, il sera l'officier M.G. du poste, en remplacement du Lieutenant MALET. Revenons à Nino. Les contrebandiers, en général, concentrés sur leur affaire, ne sont pas propres au renseignement. Nino cependant s'était piqué au jeu. Il avait progressivement réussi à constituer dans la province d'IMPERIA un véritable réseau d'informateurs plus ou moins conscients. Vers la fin de l'été, l'ensemble de leurs indications décelait un important rassemblement de troupes à notre frontière. Nino, orienté sur la raison de ces mouvements, répondit que la région était une zone de repos pour les unités combattantes. Cela me sembla plausible, mais on pouvait avoir une autre idée d'autant plus qu'à la même époque, VICHY demandait à P.5 d'organiser son territoire dans la perspective de l'occupation totale.

DE L'OCCUPATION DE LA ZONE SUD A LA CAPITULATION DE L'ITALIE

11 novembre 1942. Je me trouvais place Saluzzo, au pied de la Moyenne Corniche, quand, après 13 heures, s'y présentèrent les premiers éléments des troupes italiennes qui entraient dans NICE. La colonne prit la direction du bord de mer. Je la devançai pour aller m'asseoir à la terrasse du café de l'hôtel Savoy, sur la Promenade des Anglais, et assister à la revue parmi sa clientèle élégante. Les unités passaient au sans cadence, dans un certain désordre, les hommes harassés, couverts de poussière, les mulâtiers accrochés à la queue de l'animal qui les précédait, sous l'oeil curieux et narquois des consommateurs vautrés dans leurs fauteuils, et l'on eût dit plutôt d'un défilé de prisonniers que de celui d'une armée conquérante. Les soldats italiens portaient encore leurs écussons, flammes ou mostrines, et dès l'abord j'identifiai les régiments. Je constatai avec satisfaction qu'ils figuraient tous sur la liste des corps de troupe qui, d'après Nino, se délassaient sur la Rivière du Ponant. Le lendemain, je me rendis à la poste Thiers où fonctionnait le contrôle téléphonique. Les subordonnés de Pierre DESCAVES ne m'avaient pas attendu pour se mettre à l'écoute des occupants, qui utilisaient à fond et sans fard les lignes des P.T.T. Dans l'espace de quelques jours, nous parvînmes à dresser de leur ordre de bataille, de leur déploiement et de leurs effectifs un état digne de la réputation de la S.E.R. Puis cette source tarit parce que le commandement militaire italien posa ses propres

lignes et plaça des surveillants au contrôle. L'occupation de NICE provoqua de l'émotion dans tous les milieux. Quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées que je reçus la visite de deux des amis les plus pondérés de DARNAND, désireux de connaître mon avis sur la situation. Le tableau que j'en fis devait achever de les détacher de l'inspecteur général des S.O.L. Dix minutes après arriva un autre militant du même clan, un petit commerçant nommé B.... « Maintenant, j'ai compris, me dit-il en substance. Je me mets à votre disposition. Demandez-moi ce que vous voudrez. » Mais B... était un homme de violence, il ne convenait pas à mon système. Je le remerciai et l'oubliai. Il retourna à son démon. Milicien, il appartiendra à l'équipe qui assassina MANDEL le 7 juillet 1944 et il sera fusillé à MONTROUGE à la fin de l'année pour intelligences avec l'ennemi.

°°° Le Commandant MANARANCHE réunit tous ses officiers à MARSEILLE, dans les combles de la Bourse. Il les informa du départ pour ALGER du Colonel RIVET, rappela que depuis le 11 novembre leur activité relevait des tribunaux militaires de l'occupant (4), précisa que la dissolution de l'armée les rendait libres de leur sort, mais qu'il serait possible, s'ils le souhaitaient, de les diriger sur l'Afrique du Nord. Enfin, il demanda à chacun de prendre parti sur-le-champ. Nous étions sept. La réponse fut unanime. Le poste, au complet, resterait en place sous les ordres du chef du Service.

(4) MARSEILLE était occupé par les Allemands. Le bureau de la rue de Rome avait déjà disparu. La clandestinité devenait totale. Le patron modifia le dispositif. Il ne gardait à MARSEILLE que BONNARD. GOBIS irait à TOULON, MARTIN à NIMES, CIMA en Corse. Ces trois officiers avaient dans leurs nouvelles affectations des moyens personnels de renseignement, et, de plus, une telle dispersion, qui accroissait la sécurité, assurerait un meilleur contrôle de la façade méditerranéenne dont l'importance se manifestait désormais sans conteste.

Malheureusement, P.5 se trouvait isolé. C'était, paraît-il, le Lieutenant-Colonel PETETIN, adjoint depuis août au Colonel RIVET, qui remplaçait en France ce dernier, avec le Lieutenant-Colonel DELOR à la tête du S.R. Mais MANARANCHE ne savait pas comment les toucher, ni même où adresser le courrier.

De retour à NICE, j'appris par LE BAS que PETETIN séjournait à SAINT GERVAIS-LES-BAINS. Je le signalai à MANARANCHE, et celui-ci me dépêcha auprès de notre chef présumé afin de lui réclamer des instructions. Je dénichai dans une villa charmante un vacancier détendu. Il m'accueillit fort aimablement, mais en guise d'instructions, il déclara que DELOR et lui considéraient le vieil S.R. comme incurablement brûlé et qu'ils avaient décidé d'en reformer un tout neuf avec des officiers de réserve.

De quelle façon se rétablirent le commandement et les liaisons est une histoire que je connais mal. Quoi qu'il en soit, le poste ne s'arrêta pas un seul instant.

Le Commandant CURET, engagé pour des raisons personnelles dans le réseau GILBERT, ne s'opposait pas à mes accointances avec BURG. Grâce aux documents que recevait des Italiens à la Commission d'Armistice la délégation française, mon camarade me fournissait maintenant nombre de renseignements sur les troupes d'occupation. Son caractère droit et son jugement sain lui valaient la sympathie des fonctionnaires français avec qui il traitait et on lui glissait volontiers des notes qui nous intéressaient, numéros, effectifs, emplacements, mouvements

d'unités, travaux de fortification, etc.

L'heure avait sonné de se faire agent. C'est alors que débuta cette longue série de reconnaissances qu'en voiture d'abord, puis à bicyclette lorsqu'on nous retira nos permis de circulation, j'ai jusqu'aux derniers jours effectué personnellement sur toutes les routes des Alpes-Maritimes, exploration systématique et continue qui m'apportait une indispensable lumière. Un dimanche que je patrouillais avec LE BAS sur la route Napoléon, nous ramassâmes dans un fossé deux soldats italiens blessés par suite du dérapage de leur side-car et nous en ramenâmes un à son cantonnement, à SAINT-VALLIER. J'inspectai l'unité à loisir et ne manquai pas de lire sa pancarte. C'était une compagnie de transport divisionnaire dont je ne soupçonnais pas l'existence.

A SAINT-RAPHAËL, MOREAU, chargé du ravitaillement, que ses fonctions mettaient en relations avec les occupants, commençait, seul, en observant et en conversant, à broser le volet gauche d'un diptyque dont à NICE on exécutait le volet droit.

Les services italiens installés à l'hôtel Continental s'étaient développés. Ils occupaient tout le premier étage de l'hôtel, trente-deux chambres ou suites aménagées en bureaux, et se composaient de deux éléments fort différents, séparés par l'escalier central. L'un était la Délégation pour l'Assistance et le Rapatriement qui, en sus de son rôle consulaire, servait de couverture à l'autre, les services secrets. Ceux-ci comprenaient un très puissant centre de C.S. (contre-espionnage) et la direction de l'O.V.R.A. en France, assumée par le dottore BARRANCO.

Lisa vaquait au nettoyage de l'ensemble des locaux mais, suivant mes consignes, ne s'attaquait qu'aux papiers des services secrets. Excitée par l'importance de l'enjeu, elle ne se contentait plus de puiser dans les corbeilles, elle dérobaient des pièces sur les tables et dans les armoires. Elle s'enhardit même, le jour où le Major PESCARA, chef du C.S., se tua dans un accident d'auto, à enlever de son bureau plusieurs dossiers épais dans leurs chemises souples. Nous découvrions des agents italiens, des menaces sur nos agents et sur des résistants inconnus. Il y avait dans ces services un tel désordre que personne ne s'apercevrait de rien(5). Après l'arrestation à VICHY, le 9 janvier 1943, de GISCARD, dénoncé par un agent licencié, le chef de P. 5 estima que j'étais vulnérable à NICE et décida de m'en éloigner provisoirement. Je proposai de m'abriter à GRENOBLE, ma ville natale, où j'avais beaucoup d'amis et où je pourrais sans difficulté, fût-ce par simple observation, me renseigner sur l'occupation italienne. Il était convenu que je gardais le commandement de mon annexe et que je passerais une semaine à NICE chaque mois.

Je partis donc en auto pour le Dauphiné, vers le 20 février, avec ma femme et mes enfants, et m'installai dans notre vieille propriété de famille, à BRESSON, à 6 kilomètres au sud de GRENOBLE. Un soir, en ville, je rencontrai HUMM. Il avait échappé de justesse aux Allemands le 11 novembre à MACON où il commandait une annexe de P.4, l'ex-S.C.M. C'est à la mi-mai, je crois, que je le vis arriver à BRESSON, portant une valise : il venait d'apprendre l'arrestation de ses camarades de P.4 à LYON (5bis) et me demandait asile. Il resta une quinzaine de jours chez nous, puis il loua une chambre à une brave femme du village et y vécut en paix. Le patron avait du flair. A NICE, la Sécurité Militaire italienne me recherchait. Le Général REMUSAT, alors Commandant, me l'a raconté. Rentré de captivité en octobre 1942, il s'était affilié au réseau ALLIANCE. Ami de LE BAS, il me pria de lui prêter son concours, ce que je déclinai,

naturellement. Rien n'était plus dangereux que ces interférences. Arrêté en mars, conduit à la villa « Lynwood » à Cimiez, il lisait à l'envers mon nom en haut d'une feuille posée sur la table de l'officier qui l'interrogeait. Au bout de plusieurs séances, celui-ci lança : « Vous connaissez GALLIZIA, n'est-ce-pas ?

REMUSAT le nia : « Mais si, vous le connaissez. Nous ne lui voulons pas de mal, nous désirons seulement causer avec lui. Donnez-moi son adresse. » Il insista en vain. Mon adresse ! Que ne consultait-il l'annuaire du téléphone ? Pas celui des P.T.T., celui de l'agence Havas qui m'y avait inscrit sans mon assentiment. On ne m'aurait plus trouvé là en mars, il est vrai, mais on n'y alla pas. Petite leçon de C.E. Le risque pour moi était-il si grand ? Aujourd'hui que je suis au courant des tentatives de tractation de diverses autorités italiennes avec les Alliés en ce printemps 1943, je me demande si les gens de la villa « Lynwood » ne voulaient pas vraiment « causer » avec moi. A chacune de mes tournées sur la Côte, je voyais Nino, Lisa, BURG, MOREAU, mes H.C., mes amis. CAMBOURS assurait la permanence. L'aviateur s'était envolé pour ALGER, le marin avait plongé. Ce dernier, à mon insu, utilisait les services d'un de nos H.C., officier de réserve mobilisé en 1939 au Bureau des Liaisons, M. CARENCO, fondé de pouvoir d'une grande banque de NICE.

Un jour, en avril, je tapai à la porte de son bureau, j'ouvris, entrevis un client. CARENCO me retint. Je tombais bien, s'exclama-t-il. Son visiteur était Marco, le meilleur agent de P...(6). . Marco ne savait pas comment atteindre son employeur. Il me fit des offres alléchantes, il ravitaillait les foyers des garnisons italiennes en France. Je répondis prudemment, lui fixai un rendez-vous à la banque le mois suivant. Cette affaire me paraissait louche. Je ne comprenais surtout pas que Palis ait abandonné un tel agent (7). Je conseillai à CARENCO de se méfier et j'avancai d'une semaine mon voyage de mai. CARENCO fut arrêté peu après la date du rendez-vous, auquel, bien entendu, je n'étais pas allé. Beaucoup plus tard, j'appris que Marco était un agent du C.S.(8) Le Colonel des CC.NN. BANDINI (9) venait souvent à NICE. Il semble qu'il dirigeait à Rome un service chargé de préparer l'annexion de l'ancien comté. Il avait un bureau à l'hôtel Continental., avec une corbeille. Aussi fûmes-nous assez bien instruits des menées des « groupes d'action niçoise » (10) dont il était l'animateur. Il prenait contact avec de nombreuses personnalités locales et relatait ces conversations sur de longues fiches de carton bleu serrées dans une boîte. Lisa en préleva dix-sept. « Il s'en apercevra sûrement. Elle aurait dû tout emporter », me dit MANARANCHE. Il y eut en effet un beau remue-ménage au Continental : enquête, fouilles, sanctions. Mais Lisa en sortit blanche comme neige. Après tout, Mme BASTIAN était restée huit ans à l'ambassade d'Allemagne sans éveiller aucun soupçon.

DE LA CAPITULATION DE L'ITALIE A LA LIBÉRATION

9 septembre 1943. Les Allemands désarment les Italiens et leur succèdent. Le Commandant MANARANCHE me renvoya à NICE. Je laissai les miens à GRENOBLE et je m'installai dans une villa de la rue François-Aune, " la petite turquoise ", où un capitaine de réserve favorablement connu du Service tenait une pension de famille (11). Un de nos H.C., l'architecte belge Robert STREITZ, mit à ma disposition son atelier, perdu sous les combles du palais Marie-Christine (12), dont je fis un bureau que CAMBOURS seul connaissait. Mon camarade de promotion Paul DEMIDOFF, qui à sa sortie de l'École avait quitté l'armée et gérait à NICE un cabinet d'assurances, me munit d'une serviette de démarcheur. Enfin, j'embauchai un gendarme à la retraite pour porter le courrier à MARSEILLE. Ainsi équipé,

fraternellement entouré, je me sentais solide. On affecta à l'annexe un radio avec un poste émetteur fonctionnant sous 50 périodes alors que la Côte était alimentée en 25 périodes. Un industriel de MONACO, Jacques TAFFE, ami de LE BAS, se procura, non sans mal et sans risques — car la Gestapo y fourra le nez — un transformateur approprié, mais le poste ne marcha pas mieux et, l'opérateur ne voulant pas le reprendre, je congédiai ce jeune homme et je rangeai soigneusement l'appareil sur une poutre du faîtage de Marie-Christine où je le récupérerai à la Libération. Fin août, les Italiens avaient procédé à des arrestations dans la délégation française auprès de la Commission d'Armistice. Le Lieutenant-Colonel CURET, l'un des plus visés, réussit par bonheur à s'y soustraire. BURG, lui-même menacé, jugea expédient de se retirer de la délégation et me déclara son désir de servir à plein temps dans notre réseau. Il ne serait certes pas de trop. MANARANCHE et moi, nous lui donnâmes de grand cœur notre accord, et je le pris pour premier adjoint, CAMBOURS devenant le second. J'ignorais tout de la Wehrmacht. Notre adaptation à ce nouvel objectif était d'autant plus difficile que, depuis le printemps, ses totems divisionnaires et ses panneaux de fléchage avaient disparu. Cependant, les véhicules hippomobiles des régiments qui occupaient la région portaient un signe caractéristique et le numéro de la compagnie ou batterie, ce qui permettait de reconstruire petit à petit le déploiement de la division. D'autre part, les travaux de fortification entrepris par les Allemands offraient à l'observation directe un champ illimité. C'est à ce moment que jaillit la plus enviable des sources. Ingénieur électricien sorti de l'Institut Electrotechnique de GRENOBLE, ce qui créait un lien entre nous, directeur du Téléphone à MONACO, Pierre BLANCHY, qui bénéficiait de la double nationalité française et monégasque, avait été mobilisé chez GISCARD pendant la campagne 1939-1940. Devant nos peines, il pensa à exploiter la possibilité d'intercepter les communications des états-majors allemands sur le câble international France-Italie qui comporte une coupure au central de MONACO. Justement sa secrétaire, Mlle G... comprenait très bien l'allemand. L'intérêt de ces conversations, qui se situaient le plus souvent à un niveau élevé, était considérable, et notre connaissance des forces qui occupaient la Côte arriva à dépasser celle que nous avions eue des Italiens en 1943. BLANCHY, qui habitait NICE, me remettait lui-même les informations captées et ne craignait pas de s'attarder dans le jardinet de « la petite turquoise » où il paraissait se plaisir. P.5 n'a subi, du commencement à la fin de la guerre, aucune perte. Nous fûmes enclins à nous en attribuer le mérite. D'autres peut-être nous en auront fait grief. A la vérité, nous eûmes beaucoup de chance. BONNARD ne me démentira pas. En mars 1943, le Capitaine BOIRON, représentant du S.R. AIR à MARSEILLE, lui avait remis divers renseignements concernant, en particulier, l'ordre de bataille de la Wehrmacht dans les Bouches-du-Rhône et le Var et les coordonnées des pièces d'artillerie de marine allemandes dans les îles du Frioul.

BONNARD, portant dans sa serviette ces documents et des victuailles, fut interpellé sur le quai de la gare Saint-Charles par des policiers allemands qui vérifièrent ses papiers, l'interrogèrent, ouvrirent sa serviette., et laissèrent là leur contrôle sur l'intervention de l'inspecteur français qui les accompagnait : c'était une méprise, déclara ce dernier qui ne s'était pas mépris, lui, du moins sur la nature de l'embarras de BONNARD. Bis repetita...

En novembre de la même année, pendant qu'il participait à une espèce de battue organisée par le chef de P. 5 dans le massif de l'Estérel, la Gestapo perquisitionna chez lui, à OPPEDE, où il habitait depuis deux mois. Elle cherchait un poste émetteur qu'on lui avait confié comme poste de secours (l'opérateur, arrêté, avait parlé). Mais elle ne sut pas le retrouver et repartit bredouille. Ce fut la Milice qui le découvrit le surlendemain. Dans l'intervalle, Mme BONNARD avait rejoint à CANNES son mari qui, naturellement, ne remit plus les pieds à OPPEDE.

MARTIN n'eut pas moins bonne fortune au cours de ce mois. Chargé d'une mission du côté de DRAGUIGNAN, Il en profita pour reconnaître, à la demande de l'aviateur, le terrain de FAYENCE. Deux hasards successifs l'incitèrent, au retour, à brûler l'étape de MARSEILLE qu'il avait prévue afin d'aller chez BOIRON rendre compte de ses observations, et il continua sur NIMES. C'est là qu'il apprit que, durant son voyage, la Gestapo avait arrêté notre très vaillant collègue et ami du S.R. AIR et établi une souricière à son domicile (13). Quant à moi, j'ai conté mes alertes. Fin 1943, le Capitaine B., prédécesseur de GISCARD à la tête du Bureau des Liaisons, que ses opinions d'extrême droite avaient conduit à la Milice, m'avisa que celle-ci s'intéressait à mes occupations. Je ne pensais pas qu'elle put y déceler de quoi m'incriminer. Je pris néanmoins quelques précautions mais, grâce à B... probablement, les hommes de DARNAND ne m'inquiétèrent pas. * * Il existait tout de même à l'hôtel Continental quelqu'un qui avait fini par percer le manège de Lisa, sans doute à force de la regarder. L'amour n'est pas toujours aveugle. C'était un sous-officier des carabiniers affecté au C.S. et détaché à l'O.V.R.A., Remo, et il garda le silence. Après la capitulation italienne, il entra au service de l'Abwehr, avec l'accord de ses chefs. Un beau jour de février 1944, sortant de l'hôtel avec Lisa, il l'emmena chez lui, la fouilla et découvrit la poche bourrée de papiers. Il lui demanda pour qui elle travaillait. Intuitive et audacieuse, elle répondit froidement que c'était « pour un officier du deuxième bureau ». Remo — j'abrège — exprima son désir d'en faire autant. Elle avait confiance en lui, j'eus confiance en elle et j'acceptai de rencontrer le carabinier, en dépit des protestations de CAMBOURS. Quel était le mobile de Remo ? Lisa y voyait clair. Joueur invétéré, il avait de gros besoins d'argent. Et, la défaite approchant, il jugeait le moment venu de changer de camp. Il n'était pas alors le seul de son espèce. MANARANCHE supposait que, fût-il sincère, Remo m'épierait, chercherait à pénétrer mon organisation afin de se couvrir en cas d'accident. C'est du moins ce qu'il m'expliqua pour justifier sa décision de contacter et de manipuler lui-même ma nouvelle recrue. Lisa invita mon patron à dîner avec Remo dans le coquet petit appartement où logeait celui-ci, rue de Russie.

MANARANCHE arriva la veille, descendit à l'hôtel de Berne qui appartenait à un de nos H.C. Je lui présentai Lisa, et nous ne parlâmes plus de l'affaire. Il paraissait tout à fait décontracté. A l'instant de partir, il me dit simplement : « Est-ce que vous êtes sûr que je peux y aller ? Que feriez-vous maintenant, vous ? » Je répondis qu'il y avait un certain risque, mais que je le croyais mineur et que je le courrais. Je l'attendis à son hôtel. Le couvre-feu était à 23 heures. Il ne rentrait pas. L'inquiétude me saisit. A 23 h 30 enfin, il s'encadra dans la porte. L'entretien s'était prolongé, et Remo lui avait donné un sauf-conduit (14). Le lendemain, il me raconta la soirée, m'instruisit de l'accord conclu. Nous réglâmes les détails de la liaison avec Remo : elle exigeait mon intervention, on verra pourquoi. MANARANCHE revint à NICE le mois suivant pour vérifier le bon fonctionnement de ce que nous avions conçu et, persuadé de la bonne foi de notre agent, il me le rendit. L'Abwehr confiait à Remo des enquêtes préparatoires à l'arrestation de résistants gravement compromis. Il m'en informait immédiatement par une note que Lisa déposait dans un hôtel (15) où je passais tous les trois ou quatre jours. Comme il devait fournir son rapport dans le délai d'une semaine, je disposais au minimum de trois jours pour prévenir les intéressés. Souvent nous les connaissions, CAMBOURS, moi ou l'un de mes fidèles amis. Sinon, Je téléphonais ou j'envoyais une lettre anonyme. Je dînais chez Remo une fois par mois. Lisa faisait la cuisine. La chair était excellente, l'atmosphère, intime. Après le repas, en prenant les liqueurs, Remo m'éclairait sur l'activité des services secrets allemands et me racontait les intrigues qui les divisaient. Il ne lâchait pas toutes ses proies, assurément. C'eut été trop dangereux pour lui. Et nous, nous ne réussissions pas toujours. Ainsi ne pûmes-nous pas alerter à temps M. BORGHINI, secrétaire du Conseil National de MONACO, et M.

HARANG, commissaire de police à BEAUSOLEIL, tous deux du même réseau, dont l'arrestation avait été décidée avant que Remo eût terminé son enquête. Lisa me rapporta que celui-ci avait eu très peur parce qu'il s'imaginait que BORGHINI se rattachait à nous, ce qui, entre parenthèses, prouvait qu'il ne me surveillait pas. (16) En revanche, nous pûmes, la semaine suivante, sauver l'abbé GIRAUD, aumônier du Lycée de jeunes filles de NICE, au domicile de qui, depuis novembre 1943, se réunissait un groupe de membres du Comité départemental de la Libération. C'est LE BAS qui alla le prévenir à la chapelle du boulevard Carabacel où il disait sa messe quotidienne. L'abbé fit un saut chez lui et partit avec LE BAS qui lui offrait l'hospitalité. Vingt minutes après, la Gestapo frappait à sa porte. Elle gagnait de vitesse l'Abwher, elle n'en arrivait pas moins trop tard. Dès ma première rencontre avec Remo, Lisa avait quitté le Continental. Italienne subtile, elle ne se sentait pas en sécurité chez les Tudesques. Chose extraordinaire, elle me demanda mon avis. Je l'approuvai entièrement. Formé à l'école de la montagne, je percevais, moi aussi, qu'il fallait faire demi-tour (17). Un rapport de GUIRAUD expose comment en 1943, " bien des portes se fermèrent à partir de l'hiver " (18)

Que ce soit par crainte ou sous l'empire de la propagande officielle, une partie de nos H.C. dévoués de 1940 nous évitaient ou se dérobaient. Le gros de la délégation française auprès de la Commission d'Armistice était maintenant aux ARCS. BURG y alla, revit ses anciens camarades. Non seulement ils ne lui donnèrent aucun renseignement, ils le traitèrent encore en indésirable. Il fut plus heureux à NICE même où le chef d'escadrons C. de G. lui montra une note destinée à la division allemande qui occupait le secteur (à lui, envoyée par erreur), ce qui permit d'identifier cette grande unité tout récemment arrivée. Il conservait, quoique réduits, ses correspondants dans les administrations et les services publics, notamment celui des Ponts et Chaussées dont les ingénieurs, par leurs fonctions, étaient les mieux informés des destructions et des réparations sur les voies de communication. Circulant partout, en relations étroites avec les entreprises de travaux publics, ils nous donnèrent aussi sur les travaux de fortification des renseignements précis. Un noyau indéfectible d'H.C. — qui se connaissaient presque tous, mais chacun ignorant la présence des autres dans le réseau — participa activement à cette phase décisive de notre longue lutte. Ils repéraient les blockhaus, voire les photographiaient, ils lisaient les numéros des véhicules militaires, ils observaient l'armement des unités, estimaient leurs effectifs, jugeaient de leur qualité et quelquefois, ils avaient la chance de les identifier, rare !

L'atelier de montage et de réparations de LE BAS était réquisitionné par les Allemands. Mon ami déployait son ingéniosité à soutirer des secrets à l'officier qui le contrôlait, une certaine sympathie s'étant créée entre eux. Ainsi apprit-il l'imminence d'une expédition punitive sur le village d'ALLOS où un soldat allemand venait d'être tué. LE BAS put faire avertir le maquis local qui tendit une embuscade. La voiture de tête de la colonne allemande fut stoppée dans un col par un coup de bazooka, ses occupants dont le chef de l'expédition, tués, ce qui décida le reste à faire demi-tour. Un autre exploit de LE BAS fut l'ensemble de ses explorations du bord de mer à NICE qui était zone interdite. Il y allait avec des véhicules allemands confiés à son atelier, sous prétexte de les essayer. Le relevé des défenses (blockhaus, tapis de rails, pièges divers) qu'il établit ensuite avec une minutie extraordinaire valait mieux qu'une photographie.

Robert STREITZ avait retrouvé, employé par l'organisation TODT, un ingénieur d'origine russe, nommé TOUMAYEF, avec qui il avait effectué avant la guerre de mémorables raids à ski. TOUMAYEF, qui redoutait de futures représailles, accepta de nous aider. Il fournit à STREITZ

les plans d'une base de sous-marins en cours de construction dans la baie de Passable (19) et ceux de la fortification de la colline du Château à NICE (20). De plus, il lui signala que les bunkers d'artillerie du secteur étaient inutilisables, faute de ventilateurs. STREITZ, dont la première femme était autrichienne, obtenait par elle d'un major autrichien antinazi affecté à la Kommandantur des renseignements sporadiques sur la garnison et les mouvements de troupes. BLANCHY et TAFFE qui, l'un et l'autre, avaient des possibilités, ne laissèrent pas échapper grand chose de l'occupation dans la Principauté. BLANCHY faisait chaque jour en car le trajet NICE-MONACO et retour par la Basse-Corniche, zone interdite. Le capitaine qui contrôlait son central téléphonique bavardait, et ses indiscretions paraissaient volontaires. « Quel dommage, regrettait BLANCHY, que vous n'ayez pas un million à lui donner » Un million en 1944, 100 millions de francs anciens Certes, nous ne les avons pas. Nous étions, je profite de l'occasion pour le dire, relativement pauvres. MOREAU, à SAINT-RAPHAËL, toujours scrutant, enregistrant, causant et sachant plaire, effectuait le même travail que nous dix à NICE et MONACO. Le Colonel RIVET fut nommé général de brigade le 13 avril 1944 et admis à faire valoir ses droits à la retraite. Le poste en reçut la nouvelle avec un message de notre grand patron, sans doute cet ordre du jour du 24 novembre 1943 que l'accrochage de RAMATUELLE avait retardé (21).

Des échos indistincts d'un conflit entre les services spéciaux de LONDRES et ceux d'ALGER parvinrent jusqu'à nous. Quels que fussent le respect et l'affection que nous éprouvions pour le chef inégalable qu'était le Colonel RIVET, nous nous absorbions trop dans notre tâche pour nous soucier de cette querelle. Nous ne la comprîmes qu'à la Libération, lorsqu'on nous affirma que nous étions des giraudistes. Nous avons été des giraudistes, en effet, à la manière dont M. JOURDAIN disait de la prose, sans en rien savoir. Au début du mois de juin, j'opérai mon ultime recrutement. Vito était un subordonné de Remo. Comme celui-ci, il se rendait souvent à MILAN où se trouvait le centre de C.S. dont, détachés à l'Abwehr, ils continuaient de dépendre. Je lui fis demander par Remo de nous renseigner sur les troupes de l'État fasciste républicain. Il nous en remit l'ordre de bataille complet Jusqu'à l'échelon régiment. Ces unités étaient déficientes en effectifs les jeunes gens fuyant la conscription — en armement, en équipements et en matériel. Les Allemands, qui n'attendaient plus de l'Italie que de la main-d'oeuvre, se désintéressaient de cette nouvelle armée dans laquelle ils n'avaient pas confiance et ne lui fournissaient pas grand-chose. Pendant le mois de juillet et jusqu'au 15 août, nous avons pu recueillir des renseignements importants pour l'armée qui se préparait à débarquer sur les côtes de Provence. Les plus nombreux provenaient de l'interception des communications téléphoniques échangées par l'état-major de la XIXe armée allemande situé à AVIGNON avec celui d'une division dont le P.C. était à OSPEDALETTI (22).

De l'ensemble des écoutes, nous dégagâmes les points essentiels de l'ordre de défense de la division d'infanterie qui occupait le terrain entre CANNES et MENTON (23), c'est-à-dire la durée de la résistance sur les plages (une heure), la position de repli (la Durance, où serait établie une liaison avec les troupes d'Italie), l'itinéraire principal de repli (la route Napoléon). Mes excursions à bicyclette révélaient que la région de NICE se vidait. BURG entreprit une vaste reconnaissance le long de la bande littorale et sur les arrières jusqu'à BARREME et PUGET-THENIERS. Il retrouva à SAINT-RAPHAËL une partie des unités qui avaient quitté NICE. Partout ailleurs, il ne restait presque rien. Le 15 août, jour du débarquement, la Feldkommandantur de NICE prit de telles mesures d'interdiction de la circulation que nous ne pouvions plus nous éloigner de la ville. Alors nous attendîmes.

C'est STREITZ qui eut le dernier mot. Sous la pression de notre H.C., TOUMAYEF grippa avec du sable les marteaux piqueurs affectés au creusement de fourneaux de mine dans les quais et les jetées du port de NICE, ce qui limita les dégâts des destructions que le commandement militaire y fit opérer. Le Général de MONSABERT installa son P.C. à la Préfecture des Bouches-du-Rhône le 23 août. Puis, ce fut à NICE, le 28 août, le soulèvement, le départ des Allemands dans la nuit. Et le matin merveilleux du 29, la Libération, enfin. La mission du poste S.R. de MARSEILLE était, cette fois, terminée.

(1)-Opera Volontaria Repressione Antifascismo. Police politique secrète. **(2)**-Controspionaggio : le C.E. italien. **(3)**-Le Général CARTIER s'était distingué par une protestation contre le guet-apens dans lequel le SOL. local avait attiré M. François de MENTHON en utilisant du papier à en-tête de la Mairie (J. DELPERRIE de BAYAC : « Histoire de la Milice », Ed. Fayard, p141).S.O.L. = Service d'Ordre Légionnaire. **(4)**-Marseille était occupé par les Allemands. **(5)**-Parmi les papiers figuraient les doubles des rapports de B. à Rome (Cf. Paillole — op. cit, p. 282). **(5 bis)** Il s'agit de l'arrestation d'HENRI, KAYSEN, MULLER, SCHMIDT, etc. au cours d'un de leurs rendez-vous, place Bellecour. **(6)**-Ici, le pseudonyme de PALIS dont je ne me souviens pas. **(7)**-Selon REMY, récupérer des agents d'un autre réseau est une « façon de faire qui engendre des catastrophes ». (Mémoires d'un agent de la France Libre.) **(8)**-Après la Libération, il fut arrêté, condamné à mort et fusillé. **(9)**-Les CC NN (camicie nere soit chemises noires) étaient les formations militarisées du parti fasciste. **(10)**-« Gruppidi azionenizzarda » ou G.A.N. **(11)**-Démolie en 1979 ; elle se trouvait côté Est. **(13)**-Le Capitaine BOIRON est mort en déportation. **(14)**-Le Commandant MANARANCHE a révélé après la guerre qu'il avait considéré comme probable l'hypothèse d'un guet-apens. Pourquoi donc alla-t-il ? A mon avis, il ne voulait pas refuser d'opérer ce recrutement de peur que je ne le taxe de pusillanimité. Mais il ne voulait pas non plus prendre la responsabilité de m'envoyer dans un piège. Il se résolut à assumer le premier contact. C'était agir à la fois en chef et en ami. Et puis, MANARANCHE aimait le jeu. Les raisons qu'il me donna n'en étaient pas moins valables. Mais manipuler Remo de MARSEILLE n'était pas possible. **(15)**-L'hôtel de Lorraine, avenue Durante, tenu par un couple courageux et dévoué. **(16)**-M. BORGHINI, sa secrétaire et le Commissaire HARANG furent fusillés à l'Ariane le 15 août 1944. **(17)**-J'estime à une trentaine le nombre de personnes que nous avons ainsi arrachées aux camps ou à la mort. **(18)**-Note à venir. **(19)**-Dans la rade de VILLEFRANCHE. **(20)**-Ces derniers comprenant le tracé d'une galerie souterraine située entre la rue des Ponchettes et le Monument aux Morts. **(21)**-Voir Miche! GARDER, op. cit., p. 454. **(22)**-Cinq kilomètres à l'ouest de SAN REMO. **(23)**-C'était, au moment du débarquement, la 148e , mais nous avons identifiée là précédemment la 157e qui fut ensuite employée à GLIÈRES et dans le Vercors.

Histoire abregée du poste SR de MARSEILLE et de son annexe NICE (1)

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Renseignement,Services allemands

29 octobre 2021

Nous avons le plaisir de publier à partir de ce numéro l'histoire d'un de nos Postes S.R. que notre prestigieux camarade, le Colonel GALLIZIA, Délégué Départemental de l'A.A.S.S.D.N. pour les Alpes-Maritimes nous a livrée apportant sa contribution à la restitution de notre « Sacrée Vérité ». Nous l'en remercions au nom de tous.

I. — DE LA FONDATION A L'ANSCHLUSS

Mon récit commence en avril 1938, lorsque j'arrive au poste S.R. de MARSEILLE, jeune capitaine venant d'un régiment d'infanterie alpine. C'est le moment où « avec l'Anschluss débute le drame ». Le poste achevait une restauration qu'avaient nécessitée deux années de léthargie. Il avait été créé en 1929 afin de coordonner l'activité des deux postes existant alors dans le Sud-Est, à NICE et à CHAMBERY, qui dépendaient directement du Service Central et dont la mission principale était le renseignement sur l'Armée italienne. Ceux-ci devinrent donc des annexes du poste de MARSEILLE. Or, « depuis le début de 1933, nous étions en relations suivies avec l'Italie, d'abord dans le cadre du Pacte à Quatre, puis, après l'échec définitif de cette conception, en vue d'une entente anglo-franco-italienne ». Fin juin 1935, le Général GAMELIN et le Maréchal BADOGLIO signèrent à ROME une convention militaire relative à la collaboration des forces de leurs pays dans le cas d'une action de l'Allemagne contre l'Autriche. Des raisons politiques déterminèrent ainsi l'État-major de l'Armée à mettre en veilleuse le poste de MARSEILLE, et quand son fondateur, le chef de bataillon BARBARO, qui l'avait quitté en juin 1934 pour effectuer un temps de commandement, y revint, en juin 1936, il n'y trouva presque plus de personnel et plus du tout d'agents. L'annexe de CHAMBERY avait disparu et celle de NICE, cessé de fonctionner. Cependant, en mars 1936, mois de la réoccupation de la Rhénanie par les troupes allemandes, « il ne restait rien, soit de la politique du Pacte à Quatre, soit de celle de STRESA », L'Italie, « engagée à fond dans l'affaire d'Éthiopie, condamnée et sanctionnée par la Société des Nations, se rapprochait chaque jour davantage de l'Allemagne. Quelques mois avaient suffi pour ruiner l'unité d'action des Alliés., et pour réduire à néant les accords militaires franco-italiens conclus au cours de l'année 1935 » Il fallut encore d'autres mois pour que l'E.M.A. rendit la main au poste de MARSEILLE, mais grâce à la compétence et à l'énergie de son chef, le poste repartit très vite, et au bout de deux ans de travail acharné, il était parvenu à accomplir totalement sa mission.

II. DE L'ANSCHLUSS A LA GUERRE

Le poste de MARSEILLE s'appelait la Section d'Études Régionales. On disait d'ordinaire la S.E.R. Il était installé dans de vastes locaux à l'étage supérieur d'un des bâtiments de la caserne Audéoud, près de l'anse des Catalans. En ce mois d'avril 1938 où je viens d'y être affecté pour remplacer le Capitaine Henri GISCARD -d'ESTAING qui prend le Commandement du Bureau des Liaisons, nom de l'annexe de NICE, il se présente comme suit : A MARSEILLE, Chef de poste Commandant BARBARO — Renseignement Armée de terre Capitaine GALLIZIA (à qui sera adjoint en août le Lieutenant MARTIN) — Renseignement M.G. (matériel de guerre) : Capitaine AUDIERNE — Renseignement Air Capitaine REVERDY — Renseignement Allemagne: Capitaine GUIRAUD — Contre-Espionnage : Lieutenant BOURDEL Annexe de NICE : Capitaine GISCARD d'ESTAING, adjudant-chef CAMBOURS. Annexe de THONON Capitaine GOBIS. Le Colonel BARBARO a été l'une des plus brillantes figures du S.R. français. Saint-

Cyrien de la promotion 1913-1914, breveté d'état-major, c'était d'abord un tacticien dont les leçons sur le terrain restèrent inoubliables dans la garnison où il commanda un bataillon, juste avant que j'en commande une compagnie. Très grand, mince avec un visage fin, il imposait à tous par son intelligence, sa distinction, son autorité naturelle la flamme intérieure qui l'habitait, la fermeté de son caractère et son désintéressement absolu. A la S.E.R. de 1938, les novices que nous étions à peu près tous aimaient et respectaient ce patron prestigieux, aussi juste et bienveillant qu'exigeant, qui à ses dons intellectuels et à sa longue expérience joignait un remarquable talent d'organisateur et cette espèce de génie intuitif de l'anthropologue reconstituant à partir de quelques os, fossiles, le squelette d'un préhominien. Mais à vrai dire, nous disposions de beaucoup plus, et les résultats furent moins incertains, GISCARD me laissait un ordre de bataille si complet et si exact que pendant plusieurs semaines, je n'eus rien à y inscrire que les mutations des commandants d'unités. J'avais l'impression d'appartenir à la direction du personnel de l'armée italienne. C'était d'ailleurs une plaisanterie courante au Service de raconter que MUSSOLINI, lorsqu'il désirait savoir où se trouvait un de ses régiments, téléphonait au commandant BARBARO. Puis, tout fut à recommencer parce que nos voisins réorganisèrent leur armée, principalement en augmentant le nombre de leurs divisions d'infanterie — ramenées pour cela de trois régiments d'infanterie à deux — ce qui entraînait la création d'état-majors, de régiments d'artillerie, de bataillons du génie, de compagnies de transmissions, etc. et un bouleversement général des garnisons et de la numérotation des unités. En même temps, la défense des frontières était renouvelée par l'établissement de secteurs de couverture le long de l'arc des Alpes, de VINTIMILLE à FIUME, dispositif comparable à celui de nos troupes de forteresse. Enfin, l'armée fut dotée de divisions cuirassées. La vie au poste devint fiévreuse et passionnante. Nous suivions au fur et à mesure cette immense transformation. Quelles étaient nos sources? On peut classer les sources d'un service des renseignements dans deux groupes, selon qu'elles lui sont propres ou non. Parmi celles qui ne le sont pas figuraient en premier lieu les écrits publiés, les interceptions par écoute radio et les déserteurs. Le poste recevait d'Italie une quantité considérable de journaux et de revues de toutes sortes et, d'autre part, collectionnait les annuaires les plus divers. Bien que ces publications fussent soumises à des règles de secret très strictes les emplacements des unités, par exemple, ne devaient jamais être décelables — il y avait beaucoup à y glaner. C'est affaire d'attention et de rapprochements. Deux fois par semaine, le planton déposait sur mon bureau un énorme paquet de télégrammes interceptés par les centres d'écoute spécialisés situés sur le territoire des 14° et 15° régions militaires. La moitié de ces télégrammes étaient chiffrés, et le poste les expédiait à la Centrale pour décryptement. Le reste ne présentait qu'un médiocre intérêt. Cependant, les secteurs de couverture récemment constitués transmettaient de nombreux messages en clair — faute de moyens de chiffrement peut-être — et sans précautions; ainsi furent-ils assez vite bien connus de nous. Il ne se passait guère de semaine que la gendarmerie n'avisât la S.E.R. de l'arrivée d'un déserteur italien dans quelque localité des départements-frontière, l'interrogatoire des déserteurs en temps de paix appartenant alors au S.R. Mais il ne s'agissait pas toujours de ce qu'on nous annonçait. Certains immigrants clandestins, sachant que les autorités françaises donnaient asile aux déserteurs, se prétendaient tels, crainte d'être refoulés. L'un de nous se rendait sur place. Ce genre d'information, simple et facile, était d'un excellent rendement. Le patron, par son exemple — car il parlait peu — nous avait appris à tirer quelque chose même de ceux qui essayent de nous duper. C'est toutefois dans l'emploi des moyens propres aux services des renseignements, savoir les informateurs — agents rétribués ou H.C. (honorables correspondants) bénévoles — que consistait essentiellement la tâche du poste. Les procédés de recrutement et de

manipulation des agents ont été largement décrits dans d'innombrables ouvrages. La tradition du S.R. veut qu'en la matière rien ne soit révélé de son activité passée. Je ne connais au demeurant qu'une faible partie des affaires traitées par la S.E.R. Ce serait fausser son bilan que de s'en tenir à celles-ci. Je me bornerai donc à quelques observations — Les grands agents sont rares. La plupart ont fait des offres de service ou sont amenés par le hasard. Il faut, pour les découvrir, une organisation développée et de la patience. Le poste de MARSEILLE, très amoindri par son endormissement forcé en 1935, n'eut que trois ans pour combler son handicap. Il n'est pourtant pas douteux qu'il réussit à se procurer dans ce court laps de temps des documents et des renseignements fort importants. — L'urgence et les grosses modifications apportées à l'ordre de bataille de l'armée de terre en 1938 conduisirent le poste à utiliser une multitude d'informateurs occasionnels et de petits agents chargés de reconnaissances, dans le nord de la péninsule surtout. Guettés par un service de contre-espionnage puissant et habile, ces derniers ne revenaient pas tous, mais le résultat cherché fut, dans l'ensemble, obtenu.

— Le poste ne négligea pas les possibilités des H.C., français ou étrangers amis de la France, mais, comme il se doit, il n'en usa qu'avec modération. On a parfois moqué cette catégorie d'informateurs, bien à tort. Certains d'entre eux sont à même de recueillir au-delà des frontières, dans les milieux qu'ils fréquentent ou auprès des personnalités qu'ils connaissent, des renseignements militaires, économiques et politiques de valeur. Du printemps de 1939 à celui de 1940, des industriels, des financiers, des vedettes du monde artistique et littéraire, des princes — princes prétendants et princes de l'Église — avertiront le S.R. que l'Italie se préparait à la guerre contre la France et que personne n'empêcherait le Duce de la déclarer si notre situation militaire devenait défavorable. Dès 1938, le Commandant BARBARO ne nourrissait à ce sujet aucune illusion. Il commençait à jouer les Cassandre. L'annonce de l'envoi, cette année-là, d'une division française sur la frontière italienne avait fait rire à PARIS. L'annexe de CHAMBERY fut néanmoins réédifiée dans le courant de l'hiver 1938-1939, et c'est au capitaine LE TROTTER, un ancien de la section Midi, qu'on en remit le soin. 20 septembre 1938 — La crise des Sudètes déclencha la première phase du plan de mobilisation de la S.E.R. Le poste se transporta à ANNEMASSE, et je fus détaché au consulat de France à LUGANO. Mais la signature des accords de MUNICH nous ramena tous à MARSEILLE. 15 mars 1939 — Les Allemands envahissent la Tchécoslovaquie. Le 7 avril, leur partenaire s'empare de l'Albanie. La guerre approchait. D'avril à juillet, le jeu des temps de commandement obligatoires dans chaque grade provoqua toute une série de changements au poste. LE TROTTER, rappelé à la Centrale pour diriger la section Midi, cédait son annexe à un jeune officier que j'avais connu à MODANE et signalé, le Lieutenant PIGEOT, un alpin donc, comme nous l'étions presque tous. GOBIS était muté au 81^e R.I.A., à BEZIERS (mon ancien régiment, celui aussi du commandant BARBARO et de MARTIN). L'annexe de Haute-Savoie fut alors déplacée de THONON à ANNEMASSE, fief historique du Service, et j'en reçus le commandement. Le Lieutenant PERIER, nouvellement affecté à la S.E.R., seconderait MARTIN au Renseignement Terre. Enfin, le Capitaine MANARANCHE, qui avait été l'officier M.G. du poste avant d'aller en 1936 commander le fort de Tournoux, en Ubaye, réoccupa la place qu'avait tenue, durant son absence, le Capitaine AUDIERNE.

Officier d'artillerie de vive intelligence et parfaitement organisé, MANARANCHE avait constitué dans son domaine — armement et production de matériel de guerre — une riche documentation, comme le faisait dans le sien — aviation — REVERDY qui, nanti d'un filon de

premier ordre, submergeait de plans et de croquis notre atelier photographique. Nous étions prêts. MUSSOLINI, de nouveau, pouvait téléphoner. Pour les dix régiments d'alpini, le patron était même en mesure de lui indiquer l'emplacement des compagnies.

III. — DE L'ENTRÉE EN GUERRE A L'ARMISTICE

A la mobilisation, la S.E.R. recevait un gros renfort de réservistes : une trentaine d'officiers, plus des sous-officiers et des hommes de troupe, comptables, secrétaires, chauffeurs, plantons. Les annexes s'étoffaient; celle de NICE, pièce principale du poste, un peu plus que les autres, mais la mienne, avec ses neuf officiers, dont un aviateur et un marin, ses trois sous-officiers et ses trois chauffeurs, sans parler des secrétaires et des plantons, faisait aussi bonne figure. Je l'installai à la gendarmerie. L'enseigne relevait du S.R. Marine et n'était que notre hôte, mais il travaillait en liaison étroite avec nous, et chacun y trouva son compte. Deux annexes venaient au jour, à GENÈVE et à LUGANO, sous la forme d'officiers de réserve détachés comme fonctionnaires dans les consulats de France. Elles se reliaient à MARSEILLE, directement en principe, pratiquement par le canal de l'annexe d'ANNEMASSE où elles quêtaient sans cesse des conseils, de la documentation, des concours, et je devins pour ces avant-gardes une sorte de tuteur. Les moyens d'information de la S.E.R. s'accroissaient encore de deux éléments : les postes d'interrogatoire, qui lui appartenaient en propre (ils dépendaient des annexes), et les contrôles postaux. Les postes d'interrogatoire, composés chacun d'au moins deux officiers de réserve, choisis et préparés en temps de paix, et petit personnel, fonctionnaient aux frontières, entre GEX et MENTON, sur les principales voies ferrées et routes internationales. Les officiers, sans la moindre pression, s'enquéraient auprès des voyageurs venant d'Italie, avec qui souvent ils faisaient un bout de chemin. Ce système, lorsque les exécutants en eurent acquis l'expérience et surent bien ce qu'ils devaient rechercher, fut une source abondante de renseignements divers, en particulier de renseignements militaires précis et précieux. Le contrôle postal intérieur ne fournissait à peu près rien qui intéressât le S.R. En revanche, les interceptions du contrôle postal international tombaient fréquemment sur des numéros de secteurs postaux, quelquefois sur des numéros ou des emplacements d'unités, des noms de généraux et de colonels, et sur d'autres indiscretions de soldats qui écrivaient à des parents ou des amis en France. La correspondance du comte SFORZA, exilé sur les bords du lac Léman, me captivait. Cela finissait par faire beaucoup de choses. Somme toute, nous étions gâtés. Nous possédions les moyens de la guerre sans en subir encore les difficultés. Le Commandant LOMBARD, chef du poste de BELFORT, le S.C.M., se heurtait à la plus sérieuse de ces difficultés, l'imperméabilité de la frontière franco-allemande, qui le contraignait à déborder l'ennemi par le sud. Il avait, dès la déclaration de guerre, installé une annexe à PONTARLIER. Il en créa, peu après, une autre à ANNEMASSE, malgré qu'en eût le (fraîchement nommé) Lieutenant-Colonel BARBARO. L'existence, dans cette petite ville, de deux annexes autonomes et commises au même genre de mission risquait de diminuer leur crédit auprès des pouvoirs locaux et de susciter entre elles une concurrence fâcheuse sur le terrain du recrutement des informateurs. Cependant, parce que le Capitaine HUMM, chef de l'annexe du S.C.M., et moi, nous étions des hommes bonne volonté, parce que j'étais le plus ancien des deux, que mon annexe bénéficiait de la priorité et qu'elle disposait seule de moyens susceptibles de servir à l'un comme à l'autre (les postes d'interrogatoire, les interceptions postales, l'aviateur, le marin) et parce que, tout de même, nous chassions dans des directions opposées, la coordination nécessaire s'opéra sous mon autorité sans effort. Les deux annexes cohabitèrent quelque temps à la gendarmerie, puis, trop serrées, elles se transportèrent d'un commun

accord dans une grande villa cachée au milieu d'un parc, l'Italie au rez-de-chaussée, l'Allemagne au premier étage. L'armée italienne commençait à se déployer sur la ligne des Alpes-Occidentales. Le poste de MARSEILLE, grâce à un de ces « grands agents » que j'ai évoqués, en connaissait le plan et, par d'autres voies, s'aperçut très vite de sa mise en oeuvre. Il semble qu'en haut lieu, on en ait douté ou qu'on ait préféré l'ignorer de peur d'énervier MUSSOLINI . Au mois de décembre, en effet, le patron fut l'objet de reproches pour avoir averti l'armée des Alpes que le 4ème Corps d'Armée italien, dont le commandement était à BOLZANO, faisait mouvement tout entier vers la frontière française. Le dimanche 7 avril 1940, un renseignement sensationnel passa par mes mains. Il provenait de l'envoyé spécial à BERLIN d'un grand journal américain, M. IRVING, qui commentait régulièrement l'actualité à la radio allemande et, par cette émission, au moyen d'un code, adressait des informations secrètes à son épouse, domiciliée à GENÈVE. Mme IRVING les communiquait au correspondant local du poste de BELFORT. Dans la soirée du 6 avril, IRVING transmit le message suivant : « Fortes concentrations de troupes et de navires de transport dans les ports de la Baltique (il en citait plusieurs). Invasion du Danemark et de la Norvège imminente. Mme IRVING se précipita, mais ne parvint pas à joindre son interlocuteur habituel, sans doute absent de GENÈVE, et porta le message à l'un des membres de notre annexe, qu'elle connaissait aussi. Celui-ci traversa la frontière aussitôt qu'elle fut ouverte , sept heures, je crois, et dix minutes après, il me remit le renseignement, que je montai immédiatement chez HUMM. L'agression se déclencha le surlendemain, 9 avril, à l'aube. 10 juin 1940. — L'Italie déclare la guerre à la France. Les Français habitant ou voyageant en Italie rentrent hâtivement dans la mère patrie. Les derniers convois passèrent par la Suisse. Nos postes d'interrogatoire firent une belle moisson auprès de ces fugitifs qui, indignés du « coup de poignard dans le dos » ne demandaient pas mieux que de servir toute de suite leur pays de la façon qu'on leur proposait. Je me souviens d'un de nos compatriotes, ingénieur dans une usine de constructions aéronautiques en Lombardie, qui accepta de se détourner de sa route et de s'arrêter à ANNEMASSE pour un entretien avec l'officier aviateur de l'annexe. Il lui donna des informations d'un grand intérêt et un échantillon d'un métal spécial employé par son usine. Il n'avait jamais eu de contact avec le S.R. Je prenais des notes, ouvris un fichier. Je pensais que cela pourrait être utile un jour, après la guerre... En face de notre armée des Alpes ont été massées trois armées italiennes réunissant trente divisions dont les effectifs théoriques et des dotations en matériels sont très incomplètement réalisés, à raison des pertes subies au cours des campagnes précédentes . Il m'est impossible de confronter avec ces armées, telles qu'elles se présentent sur le théâtre des opérations, l'image qu'à son QG. peut en avoir le Général OLRÉ. C'est d'ailleurs une question qui sort du cadre de cette histoire, car si important que fut le rôle de la S.E.R., elle n'était pas, dans le domaine italien, le seul instrument de recherches. Mais je dois attester qu'en juillet et août 1940, j'ai recueilli, de la bouche d'officiers des deuxièmes bureaux de l'armée des Alpes et d'officiers de liaison avec l'armée italienne, de nombreuses preuves de l'exactitude et de l'étendue des renseignements produits par le poste. Un officier de réserve de mon annexe qui, affecté à la Direction de la Commission d'Armistice à AVIGNON, parcourut la ligne d'armistice, en fut stupéfié. Pour le Lieutenant-Colonel BARBARO en juin 1940, ainsi qu'aux yeux du Commandant LOMBARD en septembre 1939, les armées en présence fermaient hermétiquement la frontière. L'annexe de NICE perdait la quasi-totalité de ses facultés. GISCARD et deux de ses officiers furent envoyés en mission en Espagne. ANNEMASSE deviendrait la première base de pénétration de la S.E.R., peut-être même le siège de son état-major, comme en septembre 1938. Était-ce dans cette éventualité que le patron m'avait pressenti sur une affectation à BUDAPEST ? En tout cas, il consolida sa position en Suisse par

la constitution d'une troisième annexe à LAUSANNE. Mais Dieu dispose. Le repli de la Centrale a commencé le 11 juin. Les annexes de la S.E.R. reçurent l'ordre de préparer le leur. De MARSEILLE, on m'avisait que le poste serait dirigé sur PORT-VENDRES et embarqué pour l'Afrique du Nord. Le Commandant LOMBARD arriva à ANNEMASSE le 15 ou le 16. L'idée de continuer la guerre dans l'empire nous paraissait à tous naturelle et quand, le 17, à la radio, le Maréchal PÉTAIN annonça qu'il fallait « cesser le combat », je fis part de nos sentiments au chef du S.C.M. qui en rendit compte aussitôt par téléphone au [Colonel RIVET](#). Puis ce fut le départ général pour des destinations différentes. La S.E.R. devait se rassembler à CAISSARGUES, à 4 kilomètres au sud de NIMES. MARSEILLE me prescrivit de brûler mes archives, sauf quelques documents essentiels qui tenaient dans une serviette. Je réquisitionnai un petit camion de déménagement afin d'emporter le matériel, car je ne voulais rien laisser aux Allemands. L'annexe se replia par échelons successifs. Conformément à mes consignes, je restai à ANNEMASSE le dernier, avec un chauffeur, me renseignant auprès des brigades de gendarmerie sur l'avance de l'ennemi, et lorsque ses éclaireurs passèrent à PONT-D'AIN, le 20 ou le 21, je pris la route du Midi.

IV. — DE L'ARMISTICE A L'OCCUPATION DE LA ZONE SUD

La S.E.R. demeura à CAISSARGUES une dizaine de jours durant lesquels les réservistes furent démobilisés. Le désastre avait été si soudain que nous, les cadres du poste, grandis, instruits ou mûris dans un air de victoire et de supériorité militaire, nous qui n'avions pas été battus, nous ne pouvions le croire irrémédiable. Bien que nous n'eussions pas entendu ni lu l'appel du Général de GAULLE, nous pensions et nous disions que la guerre n'était pas finie.

Le Lieutenant-Colonel BARBARO allégea et remania son dispositif. L'annexe d'ANNEMASSE disparaissait. GISCARD, brûlé à NICE, était affecté à la Centrale, à VICHY, comme adjoint du Commandant LE TROTIER, toujours chef de la section Midi, et je lui succédais sur la Côte, mais provisoirement à SAINT-RAPHAEL, pour une raison de sécurité. GUIRAUD passait au service de contre-espionnage camouflé en Entreprise de Travaux Ruraux. PIGEOT allait à LAUSANNE, sous l'autorité de l'attaché militaire adjoint à BERNE, et PERIER le remplaçait à CHAMBERY. BOURDEL rejoignait son arme. Enfin, REVERDY se séparait de nous, le service de recherches Air devenant indépendant. Le poste, appelé désormais P.5, se composait donc en juillet 1940 des éléments suivants — à MARSEILLE Lieutenant-Colonel BARBARO, Capitaine MANARANCHE, Capitaine MARTIN, deux secrétaires, un radio, un chauffeur.; — à NICE Capitaine GALLIZIA, Adjudant-Chef CAMBOURS; — à CHAMBERY Lieutenant PERIER. Notre mission ne changeait pas. Elle ne changeait jamais. Le S.R. continuait, impassible, si les coeurs étaient blessés. Les modalités de notre action seraient différentes, certes, mais nous la poursuivions sans nulle impression de rupture, et les mots successifs dont on l'affublerait plus tard n'auraient pour nous aucun sens. Le poste abandonna ses casernes, et son état-major se transféra dans un petit appartement, rue de Rome, près de la place Castellane. Les divers matériels furent entreposés dans un local du quartier des Catalans et les archives enterrées, partie à MARSEILLE, dans la propriété du Capitaine MANARANCHE, partie à OPPEDE, dans celle du Capitaine BOIRON, un officier de réserve d'aviation qui avait été mobilisé à la S.E.R. et qui maintenant servait au S.R. AIR. Tous ces dépôts seront récupérés à la Libération et réemployés à la tâche séculaire. A SAINT-RAPHAËL, je louai une petite villa sur la colline, et mon adjoint se logea à l'hôtel. L'Adjudant-Chef CAMBOURS était un ancien du poste de NICE où il se trouvait déjà comme sous-officier secrétaire du temps que le Capitaine BARBARO le

commandait. Ainsi de l'annexe qu'on me confiait et des milieux dans lesquels elle avait prospéré connaissait-il à peu près tous les personnages, les arcanes et les détours. Nous visitâmes notre domaine. CAMBOURS me présenta les H.C. qui conservaient des possibilités, les officiers de réserve qui avaient été mobilisés au Bureau des Liaisons, soit à NICE, soit dans les postes d'interrogatoire, et quelques fonctionnaires dont mon prédécesseur avait apprécié la serviabilité. Je pris contact avec les autorités militaires, administratives et autres des Alpes-Maritimes, celles de la police en particulier, de qui ma besogne requerrait le concours. Sur place, un commissaire spécial retraité nous mit en rapport avec son ami MOREAU, secrétaire de la mairie de SAINT-RAPHAËL, qui sera jusqu'à la Libération notre seul élément dans la région et y accomplira un travail étonnant. Quant aux agents, le bruit courait que les Allemands avaient saisi le fichier du S.R. dans le fameux train de LA CHARITE-sur-LOIRE. Le chef de poste décida d'éliminer totalement les anciens informateurs et, avec eux, les divers auxiliaires : boîtes aux lettres, passeurs, hôteliers, etc. Les communications de l'annexe avec ses agents d'Italie étaient du reste interrompues depuis le 10 juin, à une exception près.

CAMBOURS me persuada que la mesure ne pouvait pas concerner cet agent, Nino, un contrebandier fraîchement recruté. Effectivement, pendant les quatre années qui vont suivre, Nino, chaque mois, passera la frontière clandestinement, je le rencontrerai dans le même hôtel de NICE, à une date et une heure convenues entre nous le mois précédent, et jamais, ni moi, ni lui, ni l'hôte, n'en subirons le moindre désagrément. Ce n'était, bien entendu, pas du tabac que Nino m'apportait. Nous reparlerons de lui. CAMBOURS me présenta également Lisa. Née Italienne, Française par son mariage avec un concierge de palace, elle gérait un restaurant minuscule à NICE, dans le quartier des Musiciens. Recrutée par GISCARD en septembre 1939, elle avait effectué, avec de bons résultats, deux ou trois petits voyages de reconnaissance de l'autre côté de la frontière. Elle brûlait d'envie de reprendre du service, bien qu'elle n'eût aucun souci d'argent. Je m'efforçai de lui faire comprendre, sans en donner la raison exacte, que je ne pouvais pas l'employer pour l'instant, mais que nous garderions le contact avec elle. Elle en fut déçue, me sembla-t-il. Il y avait eu dans ces Alpes méditerranéennes une telle pénétration réciproque des populations des deux pays, il existait tant de commerce entre leurs frontaliers que les nouvelles, voire les gens, s'infiltraient aisément à travers la ligne de démarcation et la frontière. Les militaires italiens qui s'y tenaient fermaient souvent les yeux, parfois servaient de véhicules, bavardaient volontiers et n'étaient pas toujours incorruptibles. Assez vite, grâce à mes récentes relations, je me procurai d'antennes à SAINT-ETIENNE-DE-TINEE, SAINT MARTIN-VESUBIE, BREIL et MENTON-OUEST, je leur donnai carte blanche, et ce fut ma deuxième source. J'en découvris une troisième à la délégation française auprès de la commission d'Armistice de NICE. La délégation comprenait deux divisions affaires militaires et affaires civiles. La division des affaires civiles était dirigée par le Commandant CURET, un ancien du S.R. il avait servi au poste de MARSEILLE, puis à la Centrale comme chef de la section Midi. A ce titre, il était en 1937 intervenu dans mon affectation à la S.E.R. Il me fit un bon accueil et consentit à m'aider. « Une source particulièrement fructueuse fut l'utilisation des commissions d'armistice », écrit Pierre NORD, citant un rapport allemand. La chose est sûre. En contact direct avec les organismes officiels, français d'une part (Préfecture, municipalités, gendarmerie, police, administrations, etc.), italiens de l'autre (Commission d'Armistice, Délégation pour l'Assistance et le Rapatriement substituée au Consulat Général), appelés fréquemment à se rendre dans la mince portion de territoire occupé, les officiers de la délégation française récoltaient de nombreux renseignements qui nous regardaient.

Le Commandant CURET, technicien chevronné qui avait l'armée italienne dans la tête, n'en laissait échapper aucun. Nous aurions payé à des agents certains d'entre eux. Par exemple, un haut fonctionnaire italien qui arrivait de SERAJEVO lui fit une description minutieuse de la situation en Croatie et en Bosnie-Herzégovine — anarchie, insécurité — et lui apprit que la division alpine TAURINENSE (une de nos vieilles connaissances) avait quitté le cercle de SERAJEVO pour aller participer à des opérations de maintien de l'ordre en Dalmatie. Le Commandant CURET était secondé, aussi bien dans ses relations avec moi qu'avec la division des affaires civiles, par un de mes jeunes de Saint-Cyr, le Capitaine BURG. Au début de 1941, le Lieutenant-Colonel BARBARO reçut une nouvelle affectation, et le Chef d'escadron MANARANCHE, alors âgé de quarante-trois ans, prit le commandement du poste. J'ai déjà dit sa prompte intelligence et son esprit méthodique. En vérité, pareillement énergique et sensible, c'était, sous son aspect massif, un homme complet, doué pour tout, sportif, artiste, adroit, aimant la vie, la nature et les livres, simple, bon, spirituel et gai. Provençal ouvert et passionné de politique, d'une verve rare, quelquefois brutale, qui lui valut des inimitiés, mais sincère, loyal et sans rancune, il se montrait dans le service calme et mesuré. La force qui éclatait en lui, son bon sens, son imagination, son intuition, sa puissance de travail faisaient merveille au S.R. Il conduisit P.5 de main de maître. Le Lieutenant-Colonel BARBARO fut remplacé numériquement au poste par GOBIS qui revenait de BELGRADE. Dans le courant du mois de mars, le Commandant MANARANCHE ramena mon annexe à NICE où il me mit en rapport avec son cousin, Pierre LE BAS, agent d'une grande marque d'automobiles. Marin, aviateur, pilote de course, homme d'action intrépide, homme d'affaires avisé, LE BAS sera pour moi sans relâche un précieux collaborateur et un très cher ami. Je pouvais désormais développer mon réseau. Des fonctionnaires et des employés de la S.N.C.F. et des Douanes, qui se rendaient quotidiennement de NICE à MENTON-EST occupé et à VINTIMILLE, doublèrent la partie que jouait l'antenne de MENTON-OUEST. Je m'abouchai avec les contrôles postaux et téléphoniques. Leur chef régional était à MARSEILLE Pierre DESCAGES, fils de l'académicien Goncourt. Étincelant d'esprit, conteur pittoresque et savoureux, il s'était lié avec notre nouveau patron. Ils vinrent plusieurs fois à NICE ensemble. Nous déjeunions à la campagne, eux, moi, CAMBOURS et l'équipe des contrôles. Là naquit une sorte de camaraderie qui portera des fruits un jour. Je dînais presque chaque semaine avec le Commandant PETETIN, chef d'état-major de la subdivision. Le Lieutenant LOESCHER et l'enseigne de vaisseau PALIS, mes collègues des S.R. AIR et MARINE, se joignaient à nous de temps en temps. Je les voyais régulièrement. Nous échangeons des renseignements et nous essayions de coordonner nos activités. Président de la Légion des Combattants des Alpes-Maritimes, DARNAND tenait à NICE le haut du pavé. Il avait été, avant la guerre, avec deux ou trois de ses amis politiques, agent du Bureau des Liaisons. L'occasion me fut donnée de le rencontrer plusieurs fois dans des cafés que fréquentaient les militants d'extrême droite. J'espérais découvrir dans ce milieu quelqu'un d'utile. Mais après l'ouverture des hostilités en Russie, le beau soldat des deux guerres afficha une telle assurance de l'invincibilité allemande que, pressentant son évolution, j'estimai prudent de l'éviter. Je ne lui avais rien demandé. Il partit pour VICHY, et je renouai avec certains de ses compagnons qui commençaient à se poser des questions. L'un d'eux me présenta M. SINIBALDI, directeur de jeu au casino de MONTE-CARLO. Celui-ci, jusqu'à la Libération, me documenta abondamment sur sa clientèle, une faune dont les intrigues regardaient largement le C.E.

Vichy et la résistance par le Colonel Paul Paillole

Category: 1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Colonel Paul Paillole,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Quels rapports des SR avec Vichy ?,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

L'actualité remet périodiquement en évidence le rôle néfaste et trop souvent coupable de certains fonctionnaires, civils ou militaires, durant l'occupation. Avec tristesse sinon écoeurement, nos Services ont dû remettre à la Justice le sort de ceux de nos compatriotes coupables d'avoir servi l'ennemi en utilisant les moyens que leur conférait leur situation. Attitude d'autant plus condamnable qu'elle était celle de fonctionnaire parfois haut placés. Des faits aussi répréhensibles que la trahison ou le crime contre l'humanité révoltent aujourd'hui une opinion, sensibilisée - sans grandes nuances - par des médias avides de scandales.

Cinquante ans après, ils apparaissent comme la conséquence inéluctable et généralisée de la politique de collaboration de Vichy. Dès lors ils entraînent, souvent et trop vite, l'opprobre sur l'ensemble de ceux qui, à des titres divers, ressortissaient de la fonction publique de 1940 à 1944.

Un sentiment d'équité, face à l'Histoire, nous fait un devoir d'en appeler à de tels jugements. Trop rapides, trop brutaux, maladroitement répandus, ils ne peuvent que nuire à l'image d'une France qui, malgré sa défaite et les tortures de l'occupation, sut trouver dans tous ses milieux sociaux et professionnels la force de résister et de défendre son honneur.

Ainsi, allant de la complicité prudente à la volonté affirmée de lutter contre l'ennemi, de nombreux fonctionnaires et militaires furent associés au combat clandestin : actions ponctuelles, isolées, parfois anonymes, actions organisées, permanentes, avec le double risque de la répression imputoyable et de l'incompréhension par l'opinion ignorante des réalités. Plus les responsabilités étaient élevées dans la hiérarchie vichysoise, plus le " jeu " était délicat, ambigu...

Pour illustrer notre propos, nous avons fait appel à deux témoignages :

- l'un posthume, celui du grand Français que fut dans les échelons les plus élevés de la Police de Vichy, notre regretté ami, Pierre Mondanel ;

- l'autre de notre camarade Guy de Saint-Hilaire. Fonctionnaire à un rang plus modeste, il retrace avec sincérité ce que fut son existence de résistant, puis de Chef de Réseau des Forces Françaises Combattantes, Kléber-Marco ». Nous lui sommes reconnaissants de sa contribution à notre effort de VERITE.

Avant de livrer à nos lecteurs ces témoignages, je voudrais, en guise de conclusion de cette introduction, rappeler deux faits :

1) Les Réseaux de résistance militaires **(1)**, tous homologués aux Forces Françaises combattantes entre Juillet et septembre 1940 furent, quoiqu'en pensent les falsificateurs de l'Histoire, les premiers réseaux français à se lancer dans la lutte clandestine contre l'Axe et à renseigner les Alliés.

Ils durent leur rapide efficacité aux concours spontanés qu'ils trouvèrent dans l'Armée de l'Armistice, sa Gendarmerie, la Justice Militaire, l'Administration, les Affaires Étrangères, et la Police.

2) Les deux principaux groupes de Résistance Français existant à la fin de 1940, n'ont vu le jour et n'ont pu s'épanouir qu'avec les initiatives et l'apport des militaires de l'Armée de l'Armistice :

- " Combat " du Capitaine Henri Frenay.

- " Alliance " des Commandants Loustaunau-Lacau et Faye, avec Marie-Madeleine épouse du Capitaine Meric.

Une abondante littérature **(2)** parfois stupidement qualifiée d'hagiographique par les détracteurs habituels de l'Armée, authentifie ce qui précède. J'en conseille la lecture.

PIERRE MONDANEL, UN GRAND FONCTIONNAIRE DE VICHY DANS LA RÉSISTANCE

Entouré du respect de tous et de notre affection, Pierre Mondanel s'est éteint à quatre-vingt-seize ans le 1er septembre 1986 à Clermont-Ferrand.

Tout a été dit sur sa prestigieuse carrière de grand policier, sur ses éminentes qualités humaines, sur son érudition et bien entendu sur son attachement à l'Armée et plus particulièrement à nos anciens Services. Il fut de 1955 à 1986 le délégué régional exemplaire de notre Association en Auvergne.

Pour témoigner de son action résistante dans le cadre de ses attributions de haut-fonctionnaire de police à Vichy de 1940 à son arrestation par les Allemands et à sa déportation en 1943, nous avons extrait des archives du Réseau des Forces Françaises Combattantes S.S.M./F./T.R. dont Mondanel était un honorable correspondant, deux attestations d'authentiques " résistants ".

MONDANEL ET LE C.E. RÉPRESSIF

M. Sauvanet, Préfet du Puy-de-Dôme, Officier de la Légion d'Honneur, atteste en date du 21 mai 1945 ce qui suit :

J'atteste que M. Mondanel m'a tout spécialement prié d'aller le rencontrer à Pont-du-Château

au début d'août 1943 pour une communication importante. Il m'a signalé qu'un grave et imminent danger menaçait les membres de l'Armée secrète et les résistants de la région de Toulouse.

De ses renseignements, il se dégageait que l'Intendant de Police B... avait déclaré quelques jours plus tôt à Vichy qu'il avait introduit des informateurs dans les rangs de la Résistance et qu'avec de puissants moyens, il allait déclencher avant la fin de l'année une série d'opérations de Police en vue de procéder à l'arrestation des cadres et des principaux membres des organisations de résistance de la région toulousaine.

M. Mondanel a vivement insisté pour qu'un homme de confiance fut immédiatement dépêché à Toulouse pour aviser et mettre en garde les responsables de la Résistance de cette Région. Ce qui fut fait.

Signé SAUVANET

L'HÉROÏSME D'ALSFASSER

Le renseignement capital de Mondanel parvient à la D.S.M. d'Alger vers le 20 août 1943. Il confirme ce que nos Services de C.E. savaient déjà de l'attitude coupable de B..., notamment dans ses activités de Commissaire de police à Lyon, véritable auxiliaire du S.D. et de Barbie **(3)**. Il faut agir.

La décision est prise en accord avec Londres de mettre un terme aux tristes exploits de ce dangereux personnage et de donner ainsi un coup d'arrêt au zèle répressif.

Ce fut la mission de l'envoyé d'Alger, Alphonse Alsfasser.

Avec l'aide du groupe " Morhange ", le 23 octobre 1943 à 20 h 15 le traître B... était exécuté. Le retentissement en fut considérable.

Hélas, dans la nuit du 26 au 27 octobre 1943, une patrouille allemande surprenait le commando du Réseau S.S.M./F./T.R. sur le point de s'embarquer pour Alger à bord du sous-marin Casabianca.

Un homme fit face pour protéger le repli de ses camarades et sauver le courrier destiné à la D.S.M.

C'était Alphonse Alsfasser qui, mission accomplie, rejoignait son Chef. Il repose dans le cimetière de Ramatuelle où, chaque année l'A.S.S.D.N. et la commune lui rendent hommage.

MONDANEL ET LE C.E. PRÉVENTIF

M. René Vallet, du Cabinet du Ministre des Armées, officier de la Légion d'Honneur atteste le 24 août 1946 ce qui suit :

Ministère des Armées RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Cabinet Civil

Paris, le 24 août 1946.

Je soussigné René Vallet, Attaché au Ministère des Armées -Cabinet Civil, Service d'Information- Officier de la Légion d'Honneur au titre de la Résistance, atteste ce qui suit :

J'ai reçu de Georges Mandel, dont j'étais l'ami personnel, après avoir été son éditorialiste de politique étrangère à l' " Ami du Peuple " - le 7 juin 1940 à 23 heures, au Ministère de l'Intérieur - des Instructions qui m'ont amené à me rendre à Vichy le 1er juillet.

En novembre et décembre, j'ai pris contact avec le Commissaire Jacques Coutant collaborateur de M. Mondanel, Inspecteur général des Services de Police. J'ai apprécié aussitôt la position anti-allemande et anti-collaborationniste de M. Coutant.

En janvier 1941, M. Coutant m'offrit d'entrer sous la direction générale de M. Mondanel, dans une section spéciale chargée de recueillir et de transmettre au mieux des intérêts français des renseignements secrets sur les milieux allemands, journalistes, diplomates, policiers, de Vichy, sur les agissements des membres du gouvernement Pétain, Laval et sur ceux des collaborationnistes français en général.

J'acceptai aussitôt. Je m'étais déjà préparé à ce travail. Il m'était facilité par les relations que j'avais établies dans les milieux français et étrangers au cours des vingt-cinq années de journalisme politique. Enfin, Georges Mandel m'avait parlé de M. Mondanel en des termes élogieux.

M. Coutant me le fit rencontrer et, dès lors, s'établit entre nous la collaboration quotidienne la plus intime, en prenant bien entendu , les précautions nécessaires.

Guidé par un patriotisme ardent, M. Mondanel était un Chef exigeant et clairvoyant autant qu'un soutien incomparable. Grâce à ses instructions précises, riches d'expérience, j'ai pu mener à bien pendant quinze mois des enquêtes délicates et fournir de longs rapports sur les divers objectifs cités plus haut, sur Krug von Nida, Lequerica, Geissler, Deloncle et leurs acolytes. J'ai pu déceler plusieurs missions secrètes d'émissaires de Von Ribbentrop., comme " Lenz ", ou de Goebbels, comme " Mercier ", surprendre des entretiens diplomatiques, dérober une méthode allemande applicable aux Services de Renseignements dans la presse, etc...

C'est sur les ordres de M. Mondanel que je suis entré à l'agence " Inter-France " dont nous avons pu connaître la plupart des rouages et des objectifs et les détails de sa collaboration étroite avec les Services Officiels allemands et l'agence " Transocean ".

C'est, guidé par lui, que j'ai pu réussir à faire échouer avec l'aide du S.R. français prévenu par mes soins, une gigantesque entreprise de propagande et d'espionnage montée par l'ami de Von Ribbentrop, " Lenz ", qui avait pris contact avec Tremoulet de " Radio-Andorre ".

D'accord avec M. Mondanel, j'ai tenu l'Ambassade des États-unis au courant des résultats de notre action.

Après la révocation de M. Mondanel, en avril 1942, je suis resté à Vichy suivant ses instructions.

J'ai continué de mon mieux jusqu'à la Libération l'œuvre largement amorcée. J'allais le voir aussi souvent que possible, chez lui à Pont-du-Château. Nous confrontions nos informations. Il m'apporta toujours un puissant réconfort moral et m'évita maints dangers. En juillet 1942, il me signala que j'étais l'objet d'une étroite surveillance, en raison de mes visites à l'Ambassade Américaine.

A Vichy, par les conversations recueillies dans les milieux allemands, j'avais acquis la certitude qu'il était considéré aussi bien par les diplomates que par la Gestapo, comme l'un de leurs principaux ennemis en raison de ses sentiments et de son expérience professionnelle.

Nous avons en conséquence préparé notre départ pour l'Afrique du Nord par l'Espagne avec M. Coutant quand il fut arrêté en décembre 1943 et déporté en Allemagne. J'étais allé le voir quelques jours auparavant. Mon passage à Pont-du-Château avait été signalé à la Gestapo sans que l'on eut pu, toutefois, m'identifier. Interrogé à ce sujet sous la menace du revolver et malmené, M. Mondanel n'a pas révélé mon nom.

Je lui dois la vie. Si j'ai pu rendre à notre Pays quelques services, c'est à Georges Mandel et à lui que je le dois.

signé René VALLET